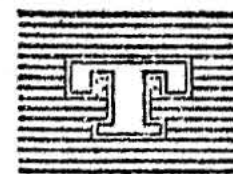


NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.831
2 juillet 1957

FRANCAIS

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT TRENTÉ ET UNIÈME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le mardi 2 juillet 1957, à 14 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

1. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [4b] (suite)
2. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental [4f] (suite)

UN. LIBRARY

3 JUL 1957

UN/SA COLLECTION

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.831. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-19391

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE :
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA
NOUVELLE-GUINEE (T/1325; T/L.775) [Point 4 b) de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président, M. J.H. Jones, Représentant spécial pour le
Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée sous administration de l'Australie,
prend place à la table du Conseil.

Discussion générale (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil entendra
aujourd'hui la déclaration finale du Représentant spécial et du représentant de
l'Australie au sujet du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai
écouté avec beaucoup d'intérêt les déclarations qui ont été faites par les membres
du Conseil au cours du débat général sur le Territoire sous tutelle de la
Nouvelle-Guinée. J'ai noté qu'à une exception près, les membres du Conseil
ont compris la situation spéciale de ce Territoire ainsi que les difficultés
d'ordre matériel et physique que rencontre son Administration, et le caractère
arriéré de sa population. Ces membres ont reconnu les progrès accomplis, notamment
au cours des trois dernières années. J'ai noté également que la majorité des
membres du Conseil se sont déclarés satisfaits des efforts faits par l'Autorité
administrante dans tous les domaines. Je remercie tous ces membres et je leur
sais gré de la bonne volonté qu'ils ont manifestée et de l'esprit constructif qui
a caractérisé leurs interventions au cours du débat.

Comme les années précédentes, le représentant de l'Union soviétique a soit
manqué de reconnaître la situation véritable du Territoire, soit décidé de l'ignorer.
Je regrette d'avoir à dire que cette attitude du représentant de l'Union
soviétique a enlevé beaucoup de valeur aux critiques qu'il a faites. C'est tout
au moins l'opinion de l'Autorité administrante.

Le représentant de l'Union soviétique a appelé l'attention du Conseil sur ce
qu'il a appelé l'élément nouveau que l'on trouvait dans le rapport annuel ainsi
que dans les déclarations et dans les photographies qui ont été exposées ici.
D'après lui, l'Autorité administrante souligne de façon excessive le caractère
arriéré de la population autochtone de la Nouvelle-Guinée, son amour de la guerre
et ses orgies de cannibales. Le représentant de l'Union soviétique a demandé
pourquoi on accordait tant d'attention à des difficultés dont certaines sont

réelles, d'après lui, et dont d'autres sont plus ou moins inventées, ainsi que sur des cas individuels qui ne peuvent caractériser la majorité de la population.

Le rapport annuel parle de luttes tribales parce que le Conseil de tutelle, dans le questionnaire, a demandé des rapports à ce sujet. J'ai parlé moi-même de ces luttes, des pratiques de cannibales et de rencontres avec des patrouilles qui se sont produites pendant la période sur laquelle porte le rapport, précisément pour la même raison et parce que ces luttes et ces rencontres ont eu pour résultat que quelque trente autochtones ont été tués ou blessés. Etant donné le nombre des victimes, il aurait été vraiment étonnant que je ne signale pas ces faits. Ils ont été mentionnés dans le rapport annuel et dans mes propres déclarations depuis l'adoption du questionnaire provisoire par l'Assemblée générale.

Pour ce qui est des photographies qui sont exposées dans la salle du Conseil de tutelle, elles représentent, pour la plupart, les éléments les plus avancés de la population et ont été choisies non pas pour essayer de montrer que la population est arriérée, mais plutôt pour faire connaître le progrès de certains éléments de la population. Lorsque le représentant de l'Union soviétique nous dit que les rapports officiels sur les attaques dont les patrouilles ont fait l'objet, sur les luttes tribales et les méthodes des cannibales représentent délibérément des difficultés fictives, le caractère de ses observations devient très clair. D'après lui, l'Autorité administrante représente ces incidents comme étant typiques de la conduite de la majorité de la population, ce qui est également erroné.

Grâce à l'oeuvre accomplie par l'Administration australienne, ces événements ne sont plus typiques, et, en fait, ils le sont de moins en moins chaque année. Cependant, le Conseil doit savoir que de telles pratiques étaient répandues dans une très grande proportion de la population jusqu'à ces dernières années. Elles constituent par conséquent la toile de fond de la vie de cette population et ceux qui veulent véritablement connaître les problèmes que rencontre l'Administration du Territoire ne peuvent pas les ignorer.

Un certain nombre de membres du Conseil ont parlé une fois de plus de la possibilité d'augmenter la représentation des autochtones au sein du Conseil législatif. L'Autorité administrante comprend parfaitement que la participation de la population de la Nouvelle-Guinée aux institutions législatives du Territoire devra être augmentée bien des fois avant que les objectifs politiques énoncés à l'article 76 b) de la Charte puissent être considérés comme étant près d'être

M. Jones (Représentant spécial)

atteints. Cependant, bien que l'Administration soit consciente de la nécessité d'augmenter la représentation autochtone dans ces organismes, elle ne pense pas qu'à ce stade, une augmentation refléterait un progrès sensible de l'évolution de la population de la Nouvelle-Guinée.

Les perspectives politiques de cette population sont encore restreintes à l'échelon des villages ou des communautés locales et leur éducation politique ne peut être encouragée, pour le moment, que par des organisations agissant à ce niveau. Le développement de l'administration locale est donc la préoccupation essentielle de l'Administration et le sera pendant quelques années encore. De nouveaux conseils seront créés dans toutes les régions où les conditions économiques minima existent et où la population est désireuse d'assumer les responsabilités de l'administration locale et prête à le faire. Des mesures énergiques en vue d'encourager la création de ces conditions sont prises dans tout le Territoire et des enquêtes spéciales sont maintenant en cours dans onze des régions les plus prometteuses pour déterminer si des conseils administratifs locaux supplémentaires peuvent y être établis efficacement.

Certains membres du Conseil ont dit que le rythme de création des conseils administratifs locaux a été assez lent jusqu'à présent et ont demandé qu'on les rassure pour l'avenir. Les faits eux-mêmes semblent fournir cette assurance.

Le progrès économique et le progrès de l'enseignement, dans de très vastes régions du Territoire, sont toujours plus marqués. Les techniques de l'Administration ont été améliorées considérablement et le nombre de fonctionnaires compétents et qualifiés a été augmenté de façon appréciable. Tous ces facteurs, on peut l'espérer, permettront d'accélérer le progrès dans ce domaine au cours des prochaines années.

Même dans ces conditions, une politique réaliste exige que l'on reconnaisse le fait qu'il faut accomplir des changements très profonds avant qu'une population primitive puisse assurer, dans des conditions efficaces et conformes aux nécessités modernes, l'administration de son Territoire. Si grand que soit le désir de l'Administration, il doit être complété par un désir égal de la population d'aboutir à une évolution politique, avant de supprimer et de remplacer toutes les anciennes institutions tribales. Je dois souligner, par conséquent, que, bien que le désir de la population de voir des progrès économiques et culturels intervenir soit très grand, elle n'a pas un désir équivalent de changements politiques; ceci ressort à l'évidence du rapport de la Mission de visite de 1956.

Ainsi que les membres du Conseil l'ont noté, les conseils de gouvernement local qui ont été établis jusqu'à présent l'ont été à la suite d'une initiative de l'Administration, et ne correspondent nullement à une réponse donnée par celle-ci à une demande présentée par la population. Cependant, il ne serait pas exact de dire que ces conseils ont été imposés à la population par l'Autorité administrante. En prévoyant des méthodes de fonctionnement, l'Autorité administrante a tenu compte très scrupuleusement des vues de la population autochtone. Si le développement des conseils a été retardé pour cette raison, l'Autorité administrante, de son côté, est tout à fait convaincue que cette politique de consultation est justifiée par tous les principes d'une saine administration et qu'elle est même exigée par les dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle.

Pour en revenir une fois de plus au Conseil législatif, je note que certains représentants ont préconisé une augmentation de la représentation du Territoire sous tutelle à cet organisme; d'autres suggestions ont été faites tendant à ce que les représentants autochtones de la Nouvelle-Guinée, qui sont nommés, soient désormais élus par la population des régions les plus évoluées.

En ce qui concerne la première de ces suggestions, je rappellerai au Conseil que, parmi les membres non fonctionnaires du Conseil législatif, les représentants de la Nouvelle-Guinée sont déjà en nombre supérieur à ceux de la Papouasie, la proportion étant de 2 à 1, et la possibilité de voir les intérêts du Territoire sous tutelle subordonnés à ceux de la Papouasie n'existe absolument pas.

En ce qui concerne la seconde de ces suggestions, je rappellerai aux membres du Conseil que les autochtones qui font partie du Conseil législatif ont été choisis afin de représenter, dans toute la mesure du possible, la population du Territoire sous tutelle dans son ensemble et que des services sont mis à leur disposition afin de s'assurer que leurs contacts avec la population autochtone sont facilités et que la compréhension de leurs problèmes et de leurs intérêts est assurée au maximum. Des propositions tendant à ce que les membres autochtones soient élus, à l'heure actuelle, dans des circonscriptions limitées, n'auraient pour effet que d'encourager le particularisme local, et de priver la population dans son ensemble d'une représentation.

Dans le domaine économique, on a parlé une fois de plus de la nécessité d'élaborer des plans de développement à long terme pour le Territoire. Cette nécessité est apparente et mon gouvernement a prévu l'établissement d'une politique qui tend à conserver et à développer les ressources naturelles, à prévoir des communications adéquates et à améliorer le niveau de vie dans le Territoire, en particulier afin d'aider et d'éduquer les autochtones, de façon qu'ils puissent participer de manière toujours croissante à l'évolution du Territoire et à sa marche vers l'autonomie.

Les opinions diffèrent en ce qui concerne la forme que doit prendre un plan général de développement. Certains considèrent que ce devrait être une définition d'objectifs fixés pour un grand nombre de plans individuels. Pour d'autres, il s'agit d'une tentative d'organisation de toute l'évolution économique, d'une sorte de plan général dont les objectifs seraient financiers, économiques et sociaux, et à long terme. De l'avis de l'Autorité administrante, le premier genre de plan est celui qui convient le mieux, eu égard à la situation qui existe dans le Territoire. Un plan de développement à long terme du second type, tel que l'envisagent certains membres du Conseil, quoique souhaitable à certains égards, et peut-être possible dans certaines conditions, ne doit pas être considéré comme représentant la seule méthode qui permette d'assurer le développement économique du Territoire. Un plan portant sur plusieurs années, cinq à dix ans par exemple, étant donné les conditions actuelles dans le Territoire, ne conduirait pas en lui-même à des progrès plus importants que ceux qui ont déjà été réalisés. Comme je l'ai indiqué précédemment, mon gouvernement a pleinement conscience de la nécessité d'une planification rationnelle et a beaucoup réfléchi à la question. Pour le moment,

cependant, nous estimons qu'il est plus réaliste de concevoir le problème du développement en prévoyant des objectifs à long terme, et de faire des plans pour atteindre ces objectifs dans le cadre de programmes de travail portant sur une année. Nous estimons qu'étant donné les enquêtes faites en vue de déterminer le potentiel des ressources du pays (enquêtes qui n'ont pas encore été achevées et dont faudra attendre encore un certain temps le résultat avant d'avoir un tableau complet des possibilités économiques du pays), il est préférable de conserver une certaine souplesse à la planification afin de pouvoir l'adapter à l'évolution des circonstances.

Sur la base d'une connaissance toujours croissante des faits, l'Autorité administrante a mis en oeuvre des plans déterminés pour le progrès social et économique du Territoire. Le nombre de ces plans et leur portée ont été indiqués dans le rapport annuel, pour chaque année. Dans le domaine économique, ces plans ont déjà produit et continueront à produire, nous le pensons, des résultats extrêmement satisfaisants et conduiront à des progrès notables. Plusieurs membres du Conseil ont parlé de la possibilité d'introduire un système d'imposition directe en vue d'augmenter les recettes du Territoire. L'Autorité administrante a étudié la question de l'élargissement du régime fiscal actuel, et le Conseil ne manquera pas de comprendre que l'Autorité administrante, dont la contribution annuellement versée au Territoire est passée maintenant à près de 6 millions de livres, tient tout autant que les membres du Conseil à ce que le Territoire se suffise à lui-même, aussitôt que possible, du point de vue budgétaire. L'Autorité administrante, cependant, est convaincue qu'il importe d'arriver à un équilibre entre la nécessité d'augmenter les recettes et celle de s'assurer que les investissements en capitaux ne seront pas découragés. Certains ont dit que le régime fiscal actuel n'est avantageux que pour les sociétés non autochtones. Je ferai observer à cet égard que des impôts sont déjà appliqués tant sur les importations, que sur les exportations, et que toutes les sociétés, en fait, contribuent d'une façon importante, tant directe qu'indirecte, aux recettes du Territoire et à l'ensemble de son économie.

Je voudrais également faire observer que les investissements de capitaux étrangers dans les régions sous-développées ne sont pas liés nécessairement à la notion d'exploitation et, pour des raisons qui sont évidentes, tous les pays sous-développés devraient, en principe, accueillir avec satisfaction ce genre d'investissements. Les capitaux extérieurs, compte tenu de la situation en Nouvelle-Guinée, sont quelque chose d'essentiel si l'on veut que les ressources naturelles du Territoire soient mises en valeur dans toute la mesure du possible. Le Territoire, tout autant que les prêteurs de capitaux, bénéficie de ces investissements et l'Autorité administrante prend des précautions minutieuses afin de s'assurer que les intérêts de la population autochtone sont non seulement sauvegardés mais encore développés dans toute la mesure du possible par ces investissements de capitaux.

La question de l'aliénation des terres a, une fois de plus, été soulevée par un ou deux représentants. Depuis un certain nombre d'années déjà, j'ai décrit longuement comment l'Autorité administrante procède en cette matière et j'ai parlé de l'extrême prudence avec laquelle elle agissait. Le Conseil a été informé l'année dernière des sauvegardes et des garanties supplémentaires qui ont été adoptées afin d'empêcher qu'il ne soit porté préjudice aux intérêts de la population autochtone, en raison de l'aliénation des terres, mais, étant donné certaines observations faites lors du débat général, je tiens à spécifier une fois de plus, en bref, qu'aucun terrain n'est aliéné à un autochtone, sauf dans l'intérêt de l'Administration. Il n'y a pas de titres de propriété foncière qui soient accordés en ce qui concerne les terres que possède l'Administration. Des baux allant jusqu'à 99 ans sont accordés, mais tous ne sont pas valables pour cette période maximum.

En aucun cas l'Autorité administrante n'acquiert le droit de propriété sur un terrain, sauf lorsque, après enquête détaillée, il s'avère que ce terrain n'a pas de propriétaire, ou lorsque le propriétaire donne librement son assentiment à l'Administration. Il n'y a pas de transfert de terrain à moins que toute la région n'ait fait l'objet au préalable d'une étude topographique suffisante et compte tenu des besoins actuels et futurs de la population de la région intéressée. Je pourrais également souligner que 2 pour 100 seulement des terrains cultivables ont été aliénés jusqu'à présent et que la plupart de ces terrains ont été cédés à bail et reviendront au Gouvernement territorial en temps voulu. Environ un tiers des terrains qui ont été aliénés continuent d'être détenus par l'Administration. Cette déclaration brève des politiques et des pratiques de l'Administration est suffisamment claire et fera, je l'espère, disparaître les doutes et les appréhensions qu'éprouvent encore certains membres du Conseil.

Le représentant du Guatemala a fait remarquer qu'étant donné que le Territoire est entouré par l'océan et doté de fleuves importants, il semble étrange que l'industrie de la pêche soit la dernière à faire l'objet des préoccupations de l'Autorité administrante. Cette remarque pourrait donner l'impression que, jusqu'à présent, on n'a nullement utilisé les ressources maritimes du Territoire et que l'Autorité administrante a complètement ignoré ce domaine de développement. Bien entendu, ce n'est pas le cas. Le plan de développement de la pêche, dont j'ai parlé dans ma déclaration liminaire, tend à développer l'industrie de la pêche, à améliorer les méthodes actuellement suivies, à augmenter la production actuelle qui est considérable, et à encourager la population à se livrer à la pêche sur une base commerciale. L'Administration a encouragé l'industrie autochtone de la pêche depuis de nombreuses années et le plan de développement lui-même constitue le résultat d'années de recherches en ce qui concerne les moyens permettant de développer la pêche en tant qu'élément important de l'économie du Territoire.

Le représentant de l'Union soviétique a dit que le rôle de la population autochtone dans la vie économique du pays est encore très restreint. Un seul fait - à savoir que le nombre d'autochtones employés a augmenté de 150 par rapport à la période considérée - exprime ceci de façon très éloquente, nous a-t-il dit. Je dois admettre qu'il m'est impossible de comprendre pourquoi le représentant de l'Union soviétique a lié le rôle de la population autochtone dans la vie économique à celui des salariés uniquement. En effet, les autochtones peuvent jouer un rôle

indirect mais fort important dans la vie économique du Territoire, celui de producteurs. Les chiffres donnés, tant dans le rapport annuel que dans ma déclaration liminaire, indiquent la part toujours croissante que jouent les autochtones dans la production des cultures commerciales et industrielles. J'ai parlé du développement rapide des coopératives, des deux millions de cacaoyers qui ont été plantés dans la région de Rabaul, et d'autres projets. L'Autorité administrante estime que ce n'est qu'à la lumière de ces faits qu'on peut évaluer le rôle joué par les autochtones dans la vie économique du Territoire.

Plusieurs membres du Conseil ont parlé de la diminution du nombre des autochtones employés par le service de la santé publique. J'apprends maintenant qu'au 31 mars 1957 il y avait 3.230 autochtones employés dans ce service, soit 125 de plus qu'au 30 juin 1955. Bien entendu, je ne puis citer de mémoire les statistiques et les détails pertinents, mais il paraît clair qu'une certaine reclassification du personnel médical autochtone est reflétée dans les chiffres du rapport annuel: l'on voit en particulier qu'un certain nombre d'employés, désigné jusqu'ici comme autre personnel des services d'assainissement, a été éliminé. Ceci étant le cas, l'augmentation du personnel qualifié entre juin 1955 et mars 1957 est légèrement plus importante que le chiffre cité de 125 unités.

En ce qui concerne les questions des restrictions apportées aux déplacements des autochtones la nuit, dans certaines villes, du châtimeht corporel et du niveau des salaires minima, questions dont ont parlé un certain nombre de membres du Conseil, j'appellerai l'attention de ces membres sur les remarques de l'Autorité administrante à propos des résolutions du Conseil de tutelle, qui sont reproduites dans les sections pertinentes du rapport annuel.

Le représentant des Etats-Unis a estimé que les membres des Conseils administratifs locaux devraient être représentés aux Conseils d'enseignement des districts et au Conseil consultatif de l'enseignement, et cette suggestion sera évidemment étudiée par l'Autorité administrante. Cependant, je ferai observer que chaque Conseil est doté d'un Comité de l'enseignement dont les vues sont communiquées au Conseil d'enseignement de district. Par l'intermédiaire de ces Conseils locaux, la population participe de façon toujours croissante à la planification en matière d'enseignement pour ses propres régions.

Un certain nombre de représentants du Conseil ont dit que l'Autorité administrante devrait créer dans le Territoire un réseau d'établissements d'enseignement secondaire. Ces suggestions seront étudiées très attentivement par l'Autorité administrante.

En ce qui concerne cette question, j'appellerai l'attention du Conseil sur les déclarations figurant au rapport annuel et sur ma propre déclaration liminaire, informant le Conseil qu'une nouvelle école secondaire serait créée, à Rabaul pour tous les élèves remplissant les conditions requises, et que l'Autorité administrante a pour politique de fournir des installations complètes pour l'enseignement secondaire dans le Territoire.

La question du nom officiel à donner à la population de la Nouvelle-Guinée a été soulevée une fois de plus au Conseil, et l'on a dit que si l'on adoptait pareille désignation la population développerait un sentiment d'unité nationale. Il se peut que ce soit le cas. La politique de l'Autorité administrante en ce qui concerne la création d'une langue commune dans toutes les régions soumises à son autorité exercera, je crois, une influence beaucoup plus importante, car elle permettra aux divers éléments de la population de se rencontrer, ce qui contribuerait également au développement d'un sentiment d'unité nationale. La politique de l'Autorité administrante en ce qui concerne cette désignation officielle est parfaitement claire. En bref, nous estimons qu'une question de ce genre doit être réglée par la population elle-même, compte tenu de sa propre imagination et de son histoire.

En conclusion, je voudrais remercier ceux des membres du Conseil qui ont fait des remarques intéressantes au cours de ce débat, et qui m'ont adressé des remerciements dont je leur suis reconnaissant. Je vous remercie également, Monsieur le Président, de la courtoisie que vous m'avez témoignée lors de l'examen de la situation du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le débat qui s'est déroulé au Conseil cette année sur la situation du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée a indiqué, une fois de plus, le profond intérêt que portent les membres du Conseil au bien-être des habitants de ce Territoire. Ce seul fait est encourageant pour l'Autorité administrante. Ce qui est peut-être plus encourageant encore, c'est le fait qu'une meilleure compréhension de la situation dans le Territoire, en plus d'un désir sincère d'offrir des commentaires constructifs, ressort des déclarations de nombreux représentants.

La forme que revêtent généralement des débats de cette nature au sein du Conseil, le nombre et l'importance des questions discutées et l'intérêt du Conseil lui-même empêchent le Représentant spécial et moi-même de revenir sur certaines déclarations faites par des représentants du Conseil.

Aucun de ces faits, cependant, n'empêchera l'Autorité administrante d'accorder la plus grande attention à toutes les critiques constructives et objectives qui lui ont été présentées et d'exprimer sa reconnaissance aux membres du Conseil de tutelle qui ont su faire preuve de tant de compréhension à l'égard de l'oeuvre entreprise dans le Territoire par l'Administration.

Un certain nombre de représentants ont exprimé des opinions sur l'Union administrative existant entre la Papouasie et le Territoire sous tutelle. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que cet arrangement entrave ou retarde l'accès du Territoire à l'indépendance. Le représentant du Guatemala a dit que l'Union prive le Territoire d'institutions politiques propres en l'intégrant politiquement à l'organisation de la Papouasie, ce qui est contraire aux principes de la tutelle. Il a également fait allusion au Conseil législatif qu'il a qualifié d'organe "extra territorial". Le représentant de la Syrie, de même, a critiqué la situation en vertu de laquelle le Conseil législatif, outre qu'il s'occupe des affaires de la Nouvelle-Guinée, s'occupe également de celles d'un autre Territoire dont le statut est entièrement différent.

Les commentaires du représentant de l'Union soviétique reprennent une opinion qui, évidemment, n'est pas nouvelle pour nous, à savoir que les territoires non autonomes, par le fait même qu'ils sont non autonomes, avancent plus lentement vers les objectifs de la Charte que les Territoires sous tutelle, et acquièrent, en dernière analyse, un statut politique moins favorable. Cette interprétation n'est cependant confirmée ni par la logique, ni par l'histoire. Je n'ai pas l'intention d'éprouver la patience du Conseil en me livrant à une analyse de cette thèse, mais je rappellerai à mes collègues que la population et les possibilités économiques de la Papouasie sont considérablement plus réduites que celles de la Nouvelle-Guinée. L'association des deux Territoires aura donc des conséquences plus importantes pour la Papouasie que pour le Territoire sous tutelle. Aucun élément n'a été avancé pour prouver que les liens entre le Territoire de la Nouvelle-Guinée et la Papouasie, sous la forme de l'Union administrative, ont retardé ou retardent le progrès de l'un ou l'autre de ces pays. Par contre, des preuves convaincantes ont été données au Conseil, et plus particulièrement au Comité des Unions administratives, qu'en vertu de cette association, le Territoire sous tutelle continue de jouir d'avantages très réels, sans que, pour autant, son identité ou son statut en soient lésés. Le Territoire

sous tutelle n'a en rien été intégré politiquement à l'organisation de la Papouasie. Les institutions politiques et administratives qui, pour des raisons de simple commodité, sont situées en territoire papoua, n'appartiennent pas à la Papouasie plus qu'au Territoire sous tutelle. Ce sont des institutions fondées sur le principe de l'association des deux territoires dans l'Union administrative et qui ne peuvent être considérées comme appartenant individuellement à l'un ou l'autre de ces Territoires. L'existence de cette Union découle des besoins communs similaires des deux pays. Les pouvoirs de cette association sont distribués sans discrimination et de manière à répondre au mieux aux besoins respectifs. Il s'ensuit que puisque les possibilités humaines et matérielles des deux Territoires sont inégales, l'organisation et la gestion de ces institutions associées au sein de l'Union reflètent cette inégalité. Preuve en est la répartition du personnel administratif et des dépenses afférentes aux deux pays. Preuve en est également l'existence de dispositions légales en vertu desquelles les représentants non fonctionnaires du Territoire sous tutelle doivent disposer d'une nette majorité au sein du Conseil législatif.

Peut-être, dans un sens étroit et théorique, pourrait-on dire qu'en raison de l'existence de l'Union administrative, le Territoire sous tutelle s'est vu priver d'institutions politiques territoriales individuelles. Comme je l'ai dit, le fait que le Conseil législatif se réunisse en sol papoua ne signifie cependant pas qu'il s'agisse pour autant d'un organe papoua et n'affaiblit aucun des avantages accordés au Territoire sous tutelle du fait de la composition de la fraction des membres non fonctionnaires du Conseil. Le Conseil législatif n'est donc pas un organe extra territorial, bien qu'il se réunisse à Port Moresby, ce qui ne saurait être considéré comme extraordinaire puisque cette ville est le centre administratif des deux Territoires.

Le représentant de la Syrie s'est préoccupé de la situation créée par le fait que le Conseil législatif s'occupe des affaires de deux Territoires ayant un statut entièrement différent. A cet égard, l'Autorité administrante ne partage certes pas son inquiétude. Nous avons déjà fait remarquer - et je désire répéter ici - que la politique et les usages administratifs sont les mêmes en Papouasie qu'en Nouvelle-Guinée. Cette situation découle du fait qu'à notre avis la politique et les usages administratifs actuels sont ceux qui correspondent le mieux aux besoins des deux Territoires dans tous les domaines du progrès. Nous ne voyons

rien dans ces dispositions qui puisse être considéré comme incompatible avec les principes du régime de tutelle. Le progrès politique futur du Territoire sous tutelle n'en est en rien altéré ou compromis. L'Autorité administrante estime que les voies qui doivent, en toute justice, être ouvertes à la population du Territoire sous tutelle en ce qui concerne le développement du pays sont et restent ainsi ouvertes, aucune restriction arbitraire et définitive n'ayant été imposée à la libre évolution des idées au sujet de l'avenir.

Un certain nombre des membres du Conseil - cependant peu nombreux, ce qui est peut-être significatif - se sont référés, au cours de la discussion générale, à la question de l'accession du Territoire sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. Une allusion a été faite aux recommandations adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale et par le Conseil. Le Gouvernement australien a fait connaître son avis sur ce problème en l'exposant à diverses reprises tant au Conseil de tutelle qu'à l'Assemblée générale. Je voudrais que l'on me permette cependant de faire une fois encore quelques observations à cet égard.

Il faut relever, tout d'abord, qu'au cours de la discussion générale, il n'a pour ainsi dire pas été question des dispositions de la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale qui invitait le Gouvernement australien à se livrer à une estimation en ce qui concerne le temps nécessaire pour que le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée parvienne à l'autonomie ou à l'indépendance. S'il n'est peut-être pas possible d'en tirer une conclusion définitive, le Gouvernement australien peut interpréter cette attitude comme reflétant, en tous cas, une certaine absence de conviction de la part de bien des membres du Conseil quant aux possibilités de mettre réellement en vigueur en Nouvelle-Guinée cette résolution de l'Assemblée. Pour sa part, l'Autorité administrante n'a aucune hésitation à prendre position à ce sujet. Elle a déjà indiqué, et je le répète maintenant, qu'il est impossible d'appliquer cette résolution en Nouvelle-Guinée, à moins d'abandonner totalement les principes mêmes qui permettent de considérer le système de tutelle comme le plus propre à conduire les peuples dépendants dans la voie du progrès, sous les auspices internationaux.

Au cours de sa dix-huitième session, le Conseil de tutelle, malgré l'opinion de six des sept gouvernements représentés en son sein et qui ont la lourde responsabilité de mettre en oeuvre les principes du système de tutelle, a recommandé que le Gouvernement australien présente au Conseil une déclaration

TM/YE

T/PV.831

- 19/20 -

M. Hamilton (Australie)

au sujet des méthodes à suivre pour permettre à la Nouvelle-Guinée de parvenir à l'autonomie ou à l'indépendance, en indiquant des dates limites. Le Gouvernement australien était en outre invité à fixer des objectifs intermédiaires, dans tous les domaines du progrès, y compris du progrès politique, en précisant les dates. La réponse de l'Autorité administrante à cette requête a été officiellement présentée dans le rapport annuel que le Conseil a discuté, et j'ai été heureux de constater que de nombreuses délégations semblent avoir mûrement réfléchi à ce problème.

M. Hamilton (Australie)

L'Autorité administrante espère très sincèrement que cette réponse sera acceptée par tous les membres du Conseil; elle espère qu'ils voudront bien la considérer comme le jugement mûrement pesé, de la part de l'Autorité administrante, que ce qui a été recommandé est impossible à exécuter dans les conditions qui règnent en Nouvelle-Guinée; ce jugement est porté par l'Autorité administrante en toute honnêteté, car c'est sur elle que repose la responsabilité pleine et entière de décider, en dernière analyse, ce qui peut et ce qui ne peut pas être fait, ce qui sera un avantage pour la population dont elle a la charge ou ce qui sera au détriment des intérêts de cette population.

Plusieurs membres du Conseil ont suggéré des recommandations spéciales dans ce domaine. Parmi ces suggestions, la plus complète est peut-être celle du représentant de la Syrie, qui a estimé que le Gouvernement australien "doit préciser les détails et coordonner les diverses mesures, en fixant des dates pour chaque objectif devant être atteint dans le domaine politique" (T/PV.828, p. 73).

Le représentant de l'Union soviétique a fait une proposition moins détaillée, mais identique dans son essence, lorsqu'il a dit que nous devrions formuler un plan concret en vue de la réalisation de l'indépendance du Territoire et que nous devrions indiquer certaines dates auxquelles ce plan devrait être mis à exécution.

Bien que ces propositions prouvent que les dates intermédiaires requises par la résolution prise par le Conseil à sa dix-huitième session ne seront considérées comme ayant une valeur quelconque à moins d'être en harmonie avec les progrès effectués dans le domaine politique, elles ne sont pas très différentes des recommandations contenues dans cette résolution. Je demande au Conseil de méditer sur ces propositions et sur les recommandations qu'il a lui-même faites antérieurement; je lui demande de les replacer dans le cadre des conditions bien connues du Territoire.

Je voudrais également demander au Conseil si, en présence de la fragmentation sociale et de la diversité des langues qui règnent en Nouvelle-Guinée, l'Autorité administrante peut raisonnablement être priée de "préciser les détails

et de coordonner les diverses mesures, en fixant des dates pour chaque objectif devant être atteint" dans un domaine quelconque, sans parler du domaine politique.

Les Tolai, population de la Nouvelle-Bretagne, qui ont un Conseil de gouvernement local et dont les plantations de cacao et les organisations coopératives ne cessent de se développer, constituent une population avancée au point de vue politique et économique. Les populations des Hautes Terres, par contre, ne sont qu'au seuil de ces réalisations; les hommes qui vivent dans les montagnes et qui n'ont été placés sous le contrôle de l'Administration que très récemment - certains mêmes ne le sont pas encore - doivent même apprendre à connaître - sans parler de pratiquer - l'évolution massive qui est nécessaire pour les faire sortir de leur sauvagerie.

Je voudrais donc demander au Conseil si l'Autorité administrante, qui se trouve devant une pareille diversité au point de vue économique et politique, peut être, de bonne foi et raisonnablement, invitée à formuler un plan concret comprenant des dates pour l'accession du Territoire à l'indépendance.

Si les membres du Conseil examinent un aspect quelconque du développement de ces populations, ou d'une partie quelconque d'un domaine de développement, ils seront amenés à reconnaître que les énormes différences existant dans les conditions de vie des divers peuples de la Nouvelle-Guinée excluent totalement la fixation de dates intermédiaires, comme cela avait été demandé, ou du moins la réduisent à la simple expression d'espérances presque totalement dénuées de sens.

M. Hamilton (Australie)

Il se peut que les membres du Conseil estiment que l'Autorité administrante devrait, lorsqu'elle se trouve en présence de difficultés aussi considérables que celles-ci, avoir recours à la préparation de plans et à la fixation de dates pour les localités et les régions où la diversité de conditions économiques et politiques est moins marquée. Au sujet de suggestions de cette nature, il convient de répondre que les plans pratiques et tous les programmes d'une autre nature, la politique et les objectifs exposés en détail dans le rapport annuel dont le Conseil est saisi représentent la mesure dans laquelle nous sommes à même de suivre cette voie. Cette mesure découle de la connaissance que nous avons sur ce qui peut en ce moment être fait ou sur ce qu'il est prudent de projeter, étant donné l'absence de maturité dans l'expression de l'opinion publique. Si des dates ne sont pas fixées dans nos plans, c'est avant tout parce que, dans les conditions actuelles de la Nouvelle-Guinée, ces dates seraient purement illusoire.

Le représentant des Etats-Unis a affirmé qu'au fur et à mesure du développement des conseils de gouvernement local et au fur et à mesure de la création de nouveaux conseils, "comme une boule de neige grossit en dévalant une pente", le fonctionnement fructueux de ces conseils devrait se propager dans tout le Territoire. L'Autorité administrante reconnaît sans réserve que le progrès devrait s'accélérer de lui-même. Cependant, qu'il ne soit permis de déclarer au Conseil de tutelle que ce ne sont pas des anticipations de cette nature qui peuvent fournir de solides fondements à l'établissement de délais, et moins encore à la fixation de délais successifs. Ces anticipations sont plutôt la preuve du nombre et du caractère difficile de ces impondérables qui empêchent la mise en pratique d'un programme prévoyant des dates; elles montrent combien il serait vain de renoncer aux activités positives et fructueuses que nous avons adoptées jusqu'à présent, afin de chercher à fixer des dates précises qui ne pourraient être établies que d'une manière précaire ou respectées aveuglément.

Ayant ainsi examiné, trop sommairement, les difficultés pratiques essentielles que le Gouvernement australien tient à signaler au Conseil de tutelle à cet égard, je ne demanderai pas au Conseil d'écouter une récapitulation des opinions de l'Autorité administrante sur les limites des obligations qu'elle a assumées aux

M. Hamilton (Australie)

termes de la Charte et de l'Accord de tutelle. Mais je voudrais très respectueusement dire au Conseil qu'il devrait éviter toutes mesures qui pourraient arroger, ou sembler arroger à cet organe la faculté d'intervenir dans l'administration des Territoires sous tutelle. A mon avis, le Conseil de tutelle devrait également éviter toute apparence de tentative destinée à contrebalancer, en exerçant des pressions politiques, les actes que les Autorités administrantes jugent les mieux appropriés.

Certes, il est aisé, il est tentant de manifester de l'impatience lorsqu'on réfléchit aux énormes distances qui séparent les peuples de la Nouvelle-Guinée de la réalisation des buts fixés par la Charte. Il est tentant aussi, lorsqu'on est impatient, d'esquisser des plans destinés à accélérer le progrès et qui sont, théoriquement, dotés de grands mérites. Mais la prudence ne peut pas être remplacée par l'impatience, et moins encore lorsque le bien-être futur de peuples dépendants est en jeu. Le Gouvernement australien estime que la prudence exige, ordonne même le respect des vues qu'il n'a jamais cessé d'exposer au Conseil de tutelle en la matière.

M. Jones se retire.

Constitution du Comité de rédaction

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil a terminé l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée; il doit maintenant procéder à la constitution d'un comité de rédaction.

Je propose que ce comité soit composé des représentants de la Belgique, de la Birmanie, de la Chine et du Royaume-Uni.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je demande que les candidatures proposées par le Président soient mises individuellement aux voix.

Le PRESIDENT (Interprétation de l'anglais) : Conformément à la demande du représentant de l'Union soviétique je mettrai ces candidatures aux voix l'une après l'autre.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la candidature de la Belgique est approuvée.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la candidature de la Birmanie est approuvée.

Par 8 voix contre 2, avec 4 abstentions, la candidature de la Chine est approuvée.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la candidature du Royaume-Uni est approuvée.

Le PRESIDENT (Interprétation de l'anglais) : Je déclare qu'il font partie du Comité de rédaction les pays suivants : Belgique, Birmanie, Chine et Royaume-Uni.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA OCCIDENTAL;
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA OCCIDENTAL
(T/1330; T/L.781) /point 4 f) de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président, M. T.R. Smith, Représentant spécial du Territoire sous tutelle du Samoa occidental sous administration de la Nouvelle-Zélande prend place à la table du Conseil.

Progrès économique, progrès social et progrès de l'enseignement (suite)

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : La première question que je désire poser au Représentant spécial porte sur la nouvelle loi relative au travail qui est annoncée pour l'année 1957. A la page 72 du rapport annuel, il est dit que, en raison de la structure sociale du pays et de l'absence d'une classe de travailleurs au sens habituel de cette expression, le besoin ne s'est pas fait sentir d'établir une administration du travail extrêmement organisée ou une législation du travail, mais que l'on espère que certaines mesures seront prises dans ce sens au cours de l'année 1957.

Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a parlé d'un comité de sept membres qui a fait rapport à l'Assemblée en avril de cette année et qui a recommandé que la législation de base soit remaniée et présentée sous une forme différente. Ce Comité a fait des recommandations au sujet des salaires minimum,

M. Kestler (Guatemala)

de la conciliation et de l'arbitrage. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial nous a dit qu'à la suite de ces recommandations une ordonnance établissant des conseils chargés de fixer les salaires a été préparée et soumise à l'Assemblée en mai. On nous a dit que ces conseils devraient comprendre en nombre égal des représentants des travailleurs et des employeurs dans toutes les industries, ainsi que trois membres indépendants.

Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des renseignements complémentaires quant à la manière dont sont nommés ces membres par les diverses organisations et nous dire quelle doit être la participation des autochtones à ces conseils?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme le représentant du Guatemala vient de le dire, cette loi a été promulguée très récemment. Jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu de conseils de salaires et je ne peux donc indiquer aucun précédent permettant au Conseil de se rendre compte des méthodes qui pourront être suivies. Normalement, il y aurait des réunions officieuses des travailleurs et des employeurs de l'industrie considérée et, au cours de ces réunions, aucune distinction ne serait évidemment faite entre les travailleurs autochtones et les travailleurs non autochtones, la désignation des membres dépendant uniquement de la question de savoir s'ils appartiennent à la catégorie de travailleurs ou d'employeurs considérée. Quant aux représentants indépendants, ils seront probablement désignés - je dis "probablement" parce que la décision n'a pas encore été prise - par le Conseil exécutif.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le Représentant spécial peut-il nous dire s'il est possible actuellement de fixer une date approximative pour l'organisation de ces conseils de salaires? Je voudrais savoir si l'Autorité administrante a déjà un plan concret quant aux dates auxquelles ces conseils seraient établis.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La législation adoptée permet de prendre des mesures en temps utile et l'on a pensé que ces conseils seraient créés au fur et à mesure que le besoin s'en ferait sentir. L'Administration ne se propose pas de les établir à une date déterminée, mais seulement quand la nécessité s'en présentera. Ces conseils pourront être créés rapidement puisque la loi existe déjà.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation serait heureuse d'avoir des renseignements complémentaires au sujet du deuxième

M. Kestler (Guatemala)

paragraphe de la page 73 du rapport annuel. Il y est dit que le travail obligatoire n'est pas permis dans le Territoire, mais que, de temps à autre, les habitants des villages fournissent, à titre gratuit, leur aide pour les travaux publics de leur localité. Le Représentant spécial peut-il nous dire comment on peut assurer que ce travail est vraiment entrepris dans l'intérêt des communautés?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'expression "travail obligatoire" donne sans doute une impression erronée. Il s'agit des travaux publics entrepris dans certaines localités et pour lesquels les populations des villages fournissent de la main-d'oeuvre. Par exemple, il peut s'agir d'une route permettant d'accéder à un village qui n'était pas desservi auparavant. Les chefs du village organisent la main-d'oeuvre; ils fournissent les jeunes gens nécessaires pour exécuter les travaux et le village, dans son ensemble, est payé pour le travail qui est ainsi fourni. Il n'y a pas d'élément de contrainte de la part de l'Administration, mais il y a des dispositions familiales en vertu desquelles certains membres de la famille sont envoyés pour participer à l'effort commun.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma question suivante a trait à un renseignement que l'on trouve à la page 71 du rapport annuel, relatif à l'immigration. Il y est dit que :

(interprétation de séance)

"Personne n'a le droit de devenir résident permanent au Samoa, à moins que le Haut-Commissaire ne prenne une décision dans ce sens, ou que la personne en question n'ait résidé au Samoa pendant cinq ans au moins."

L'emploi du mot "ou" semble laisser entendre qu'il s'agit de deux cas différents, en d'autres mots que le Haut-Commissaire aurait autorité pour accorder en certains cas la résidence permanente à une personne qui ne remplirait pas les cinq années de séjour requises. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si ce texte est bien interprété?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le représentant du Guatemala a raison. Normalement, l'intéressé doit avoir vécu dans le Territoire depuis cinq ans; durant cette période, il a dû obtenir des permis renouvelables de six mois en six mois. Une autre disposition est relative aux personnes qui, parfois, viennent accomplir des travaux qui nécessitent une résidence prolongée ou permanente dans le Territoire, et ceci est fait uniquement pour éviter à ces personnes de renouveler leur permis tous les six mois. Ce n'est pas une disposition à laquelle on a recours normalement; je ne peux me souvenir d'un seul cas de ce genre depuis que je suis au Samoa, où l'on aurait fait appel à cette disposition; mais elle existe.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le Représentant spécial de cette explication. Je passe à une autre question, qui a pour but de compléter mes renseignements dans le domaine de la santé. Dans notre intervention de l'an dernier, nous avons parlé d'un manque de satisfaction qu'avaient inspiré au Directeur du Département de la santé certains médecins samoans. Il semble que la Mission de visite ait également abordé cette question qui avait fait l'objet de commentaires de la part de l'Autorité administrante.

Nous avons entendu dire que celle-ci avait l'intention d'établir une école professionnelle au Samoa, sous la direction du Directeur du Ministère de la santé et avec l'assistance de médecins praticiens qui rempliraient l'office de conseillers. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial nous a dit qu'il existait une coopération complète entre le personnel médical et les praticiens samoans, et que cette coopération est satisfaisante. Le Représentant spécial pourrait-il compléter ces renseignements et nous dire si les causes de mécontentement qui avaient été signalées antérieurement ont disparu.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais): C'est une question d'une portée assez vaste. La plupart des causes de mécontentement ont disparu. Le représentant du Guatemala a rappelé qu'il y avait eu certains conflits entre l'ancien Directeur des services sanitaires et le personnel autochtone. Ce directeur a quitté le Territoire au début de l'année dernière. Il y a maintenant un personnel complet de six médecins qualifiés et la coopération entre eux et les auxiliaires samoans est très bonne. On a suggéré certaines modifications aux conditions de travail des auxiliaires samoans, comprenant certaines augmentations de traitements pour certains postes. J'ai signalé, dans ma déclaration liminaire, que deux de ces auxiliaires samoans suivent des cours de formation à l'étranger; on leur a donné également des cours spéciaux de chirurgie, domaine qui les intéresse particulièrement; cette formation leur est donnée par un chirurgien compétent qui, actuellement, fait partie du personnel de l'hôpital d'Apia. Grâce à l'ensemble de ces facteurs, la situation est maintenant extrêmement satisfaisante dans le domaine des services de santé.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le Représentant spécial pourrait-il donner des renseignements au sujet de cet autre aspect de la question qui concerne la création d'un collège professionnel dans lequel les praticiens exerceraient certaines fonctions consultatives et disciplinaires? Y a-t-il des progrès concrets dans ce sens?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette proposition n'a pas été très développée jusqu'à présent. La raison en est essentiellement que pendant un certain temps nous n'avons pas eu de Directeur des services sanitaires. Il y avait un Directeur par intérim, et jusqu'à ce que le

Directeur ait été confirmé dans ses fonctions, il ne pensait pas qu'il lui appartenait de prendre une mesure aussi importante. Les auxiliaires sarrans eux-mêmes n'avaient pas demandé que des mesures soient prises et c'est une question qu'on a laissée de côté jusqu'à ce que le moment soit plus favorable.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : J'ai une dernière question dans le domaine de l'enseignement : si vous le permettez, je voudrais la poser maintenant. On nous dit, dans le rapport annuel, à propos d'une résolution du Conseil, que l'Autorité administrante espère aboutir à un projet de loi relatif à l'enseignement, à l'Assemblée législative de 1957. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si, dans le cadre de la politique de l'enseignement qui inspirera ce projet de loi, on songera à introduire l'enseignement primaire obligatoire?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, et c'est là l'un des éléments de cette proposition de loi. J'ajoute que le texte de la loi a été établi. C'est un texte très long et très détaillé et l'Assemblée législative n'a pas encore été à même de l'examiner, mais cette loi prévoit l'enseignement primaire obligatoire.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je lis, au bas de la page 40 du rapport annuel, que l'Autorité administrante encourage très énergiquement les investissements de capitaux locaux qui, jusqu'à présent, n'avaient pas trouvé à s'investir. Je voudrais avoir des éclaircissements de la part du Représentant spécial, concernant les raisons pour lesquelles le capital local, jusqu'à un certain point, ne s'investit pas. Est-ce que les Samoans considèrent que les intérêts qui leur sont versés ne sont pas suffisamment élevés pour justifier un investissement de leurs économies, ou bien est-ce que, pour des raisons psychologiques, ils n'aiment pas investir les capitaux qu'ils ont épargnés?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne crois pas que les taux d'intérêt soient d'un grand attrait pour les Samoans. Il faut songer que l'épargne est une idée nouvelle pour un peuple qui, au cours de toute son histoire n'en a jamais eu vraiment besoin et continue de n'en pas éprouver le besoin. C'est une question d'habitude et de coutume avant tout. Quelques Samoans éclairés épargnent et investissent sans doute, en particulier pour le développement de leurs plantations. Mais cette idée n'a pas acquis beaucoup d'importance encore parmi la population.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante concerne la pêche, dont il est question à la page 55 du rapport annuel. Je lis que l'Autorité administrante considère que la pêche est une industrie extrêmement intéressante. Il semble cependant, lorsqu'on lit le texte du rapport, qu'il n'y ait pas de plan vraiment important pour le développement de la pêche. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si l'Administration croit que la pêche, une fois développée comme il convient, offrirait une source de revenus importants pour le Territoire et si l'Administration a élaboré des plans en vue de développer cette industrie, peut-être sur une base commerciale. Je crois comprendre en effet que, jusqu'à présent, la pêche n'a été pratiquée que pour répondre aux besoins de la consommation familiale.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai expliqué dans ma déclaration liminaire, ce n'est pas une question que l'Autorité administrante a pu étudier très à fond jusqu'à présent. Jusqu'ici, l'on n'a guère considéré la pêche que comme une source d'alimentation pour la population dont le régime alimentaire, comme je l'ai fait remarquer hier, est déficient en protéines. Il faudrait effectuer des recherches considérables pour voir s'il est possible de développer la pêche sur une échelle telle qu'elle puisse devenir une industrie d'exportation, mais l'Autorité administrante souhaiterait avant tout veiller à ce qu'il y ait suffisamment de poisson pour la consommation locale.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant poser une question au sujet des services d'information, dont il est question à la page 68 du rapport annuel. Je lis que des plans ont été approuvés pour la création d'une bibliothèque de référence de l'Administration et qu'un don de 5.000 livres en vue de la construction de ce bâtiment a été offert par une famille locale. Je voudrais savoir quand pourra fonctionner cette bibliothèque.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) Cette bibliothèque vient d'être installée dans un bâtiment temporaire. On se propose de construire une nouvelle bibliothèque, qui coûtera 15.000 livres environ, le tiers de ce montant sera couvert par le don auquel le représentant de l'Italie vient de faire allusion. Le moment auquel ce bâtiment sera construit dépend entièrement des possibilités de l'industrie locale du bâtiment. Mais l'Administration espère pouvoir en commencer la construction au cours de la deuxième moitié de cette année.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma dernière question concerne l'enseignement. A propos des écoles secondaires de l'Administration, je voudrais savoir si, une fois ses études achevées au Collège de Samoa, un élève remplit les conditions requises du point de vue académique pour entrer dans une université située en dehors du Territoire, ou s'il doit passer un examen supplémentaire.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Collège de Samoa a été organisé de façon à correspondre au régime d'enseignement de la Nouvelle-Zélande et les examens y sont les mêmes que ceux des écoles de Nouvelle-Zélande. Jusqu'à présent, aucun étudiant n'a dépassé la classe V au Collège de Samoa. Pour entrer à l'université, il est nécessaire d'avoir passé la classe VI et l'Administration fournira, dans tous les cas nécessaires, des bourses scolaires pour les cours en Nouvelle-Zélande. On propose de développer le Collège de Samoa jusqu'au point où il pourra préparer entièrement les étudiants à l'admission à l'Université de la Nouvelle-Zélande.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma première question porte sur les New Zealand Reparation Estates. Le Représentant spécial nous a dit que les Estates avaient été remis aux Samoans le 1er avril 1957, et que l'Administration des Estates avait été assumée par la Western Samoa Trust Estates Corporation. Cette Société se compose de sept membres. Sur ces sept membres, quatre sont désignés par le Haut-Commissaire; trois d'entre eux sont les chefs suprêmes samoans, et le quatrième est un planteur local. Il y a un autre planteur local qui a été désigné par le Ministre des Territoires, et deux autres membres non fonctionnaires. Je voudrais demander au Représentant spécial si ces deux planteurs, qui sont membres de la Western Samoa Trust Estates Corporation, sont des Européens ou des Samoans.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'un d'entre eux, M. Annandale, est en partie Samoan. Je ne sais pas exactement dans quelle mesure il est Européen et dans quelle mesure il est Samoan. Je crois qu'il s'agit d'un métis. Le second, M. Kurt Meyer, est entièrement Européen. C'est un planteur allemand qui vivait dans le Territoire avant même que la Nouvelle-Zélande ne l'administre.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais savoir si ces désignations sont faites en consultation avec l'opinion publique samoane, soit par le truchement de l'Assemblée législative ou des membres du Conseil exécutif.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, les membres nommés par le Haut-Commissaire sont, bien entendu, nommés en consultation avec le Conseil exécutif. L'autre membre, nommé par le Ministre des Territoires des îles est également nommé en consultation avec le Conseil exécutif.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander au Représentant spécial quelles sont les dispositions prévues par le règlement de la nouvelle société au sujet de la désignation et du licenciement éventuel du Directeur général.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Directeur général est nommé par le Commissaire de la fonction publique du Samoa occidental. C'est la seule disposition que prévoit le règlement. Ce Directeur général doit être nommé et peut être renvoyé par le Commissaire de la fonction publique.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je désire poser une dernière question relative aux Estates. Le Représentant spécial a déclaré que les profits annuels de la société doivent être versés dans un compte spécial qui sera utilisé pour le bien-être et l'avantage économique et social des habitants du Samoa-occidental. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner une évaluation approximative des bénéfices annuels des Estates?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne puis vous donner qu'une estimation très approximative. A l'heure actuelle, cette estimation serait de l'ordre d'environ 80 à 90.000 livres.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : On nous a dit qu'un groupe de recherches financières avait visité récemment le Territoire et que son

rapport et ses recommandations seraient présentés dans un avenir rapproché. Je voudrais savoir quels étaient les membres de ce groupe et si un Samoan a contribué à son travail.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette équipe était évidemment composée d'experts au courant des questions de banque et de finances, et à l'heure actuelle aucun Samoan n'a des connaissances suffisantes en cette matière. Les membres de cette équipe étaient : M. I. Lythgoe, fonctionnaire supérieur dans le département néo-zélandais du Trésor; M. Stace, dont on a dit au Conseil qu'il est l'auteur d'une enquête économique sur le Samoa occidental, et qui fait partie, en qualité d'expert des questions économiques, du personnel de la Reserve Bank de la Nouvelle-Zélande; et M. Webb, de la Banque de Nouvelle-Zélande. Ces trois experts se sont rendus au Samoa et ont tenu à visiter toutes les parties des Territoires ainsi qu'à consulter tous les courants d'opinion. Bien qu'aucun Samoan n'ait fait partie de la Commission, rien n'a été épargné pour permettre à l'opinion samoane de s'exprimer entièrement devant les experts.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser une autre question à ce sujet : le mandat de cette équipe d'experts comprenait-il l'examen de la question de savoir dans quelles conditions des prêts ou une aide financière sous une autre forme pourraient être accordés aux Samoans à des fins de développement industriel ou autre ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'examen de cette question faisait partie du mandat de la Commission d'enquête.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial a dit hier que le principal problème économique qui se pose est celui du développement du pays, et de l'accroissement de sa production pour faire face aux besoins d'une population en augmentation. Il faut donc, a-t-il ajouté, établir des plans à longue échéance, développer de nouvelles ressources et mieux utiliser les ressources actuelles.

On sait que le Territoire est censé parvenir à l'autonomie ou à l'indépendance dans environ trois ans. Le rapport annuel, à la page 53, contient à cet égard le passage suivant :

"Les rapports préliminaires à la suite de l'enquête qui a été faite au sujet des sols ont révélé que la terre n'est pas aussi fertile qu'on le supposait auparavant et que la plupart des bonnes terres sont déjà cultivées actuellement."

Ces lignes prouvent à quel point des plans à longue échéance sont nécessaires pour le développement économique du Territoire. Je voudrais donc demander au Représentant spécial quelles mesures l'Autorité administrante se propose de prendre pour établir de tels plans. Il est évident que les Samoans ont besoin de conseils et d'aide à cet égard.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le plan envisagé se fonde sur deux principes. Tout d'abord, en ce qui concerne une meilleure utilisation des terres, le Conseil sait qu'un Comité pour le développement foncier a été créé, qui comprend plusieurs membres samoans. Ce Comité est chargé de rassembler tous les renseignements possibles sur l'utilisation actuelle et l'utilisation éventuelle des terres. Il faut se rappeler qu'une enquête aérienne portant sur l'ensemble du Territoire a été faite et qu'une carte a été préparée. Cette carte indique les superficies de terrains actuellement utilisés. Une autre carte indiquant les superficies de terrains pouvant être utilisés est actuellement en cours de préparation, et la partie concernant l'île d'Upolu est presque terminée. Tous ces renseignements seront pris en considération et le Comité dont j'ai parlé facilitera donc l'établissement de plans au sujet de l'utilisation des terres.

Du point de vue des ressources financières, les progrès réalisés n'ont pas été très considérables. C'est le rapport de la Commission dont a parlé le représentant de l'Inde qui servira de base de travail à cet égard. Nous espérons l'avoir bientôt. En tirant parti de tous ces renseignements, nous entendons établir un plan de développement pour l'avenir du Territoire.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial pourrait-il me dire si j'ai raison de penser que l'initiative, en ce qui concerne les plans à longue échéance de cette nature, n'appartient pas aux Samoans eux-mêmes, mais à l'Autorité administrante, bien qu'il soit question de transférer de plus en plus de responsabilités aux Samoans ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est l'Autorité administrante qui prend l'initiative pour ces sortes de choses, mais elle cherche à intéresser dans toute la mesure du possible la population samoane à ces mesures et elle la consulte à chaque étape en essayant de lui faire comprendre les nécessités qui se posent. Je pense que l'Autorité administrante devra, pendant un temps encore assez long, fournir de l'aide et des conseils.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je crois me souvenir que l'an dernier l'Autorité administrante étudiait certaines propositions en vue de développer les installations portuaires au Samoa. Le Représentant spécial pourrait-il me dire si des progrès ont été réalisés dans cette voie ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois avoir déjà dit précédemment, en réponse à une autre question, que les progrès réalisés n'étaient pas très considérables. J'ai expliqué pourquoi. On peut dire que, pratiquement, on n'a réussi jusqu'à maintenant qu'à réunir un peu plus de renseignements sur la structure de la baie, afin de voir comment les installations pourraient être développées.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante concerne une pétition soumise en 1956 à la Mission de visite par l'Association des praticiens médicaux samoans. Bien que le Représentant spécial ait déjà presque entièrement répondu à cette question en précisant un point soulevé par le représentant du Guatemala, je voudrais encore lui demander si les griefs évoqués par l'Association en question ont été examinés et si satisfaction a été donnée aux praticiens médicaux samoans.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai indiqué que la plupart de ces griefs n'existent plus. Je ne puis certifier qu'ils ont tous disparu, car cette pétition était très détaillée et certaines des plaintes qu'elle exprimait soulevaient des questions individuelles. Je puis dire, en tous cas, que la plupart de ces questions ont été maintenant réglées. Les facilités d'enseignement ont été améliorées et le seront encore. Les salaires ont été augmentés et les responsabilités ont été, dans certains cas, accrues. Les praticiens demandaient en outre que des mesures soient prises pour leur permettre de poursuivre des études de chirurgie plus poussées. Cette demande également a reçu satisfaction. Je puis dire, en conclusion, que les praticiens médicaux samoans se considèrent actuellement comme satisfaits et que leurs progrès se poursuivent.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma dernière question se rapporte à l'enseignement, et en particulier au niveau atteint au Collège samoan. En réponse à une question de la délégation de l'Italie, le Représentant spécial a dit que les étudiants qui ont suivi les cours du Collège samoan doivent encore faire une année d'études s'ils veulent entrer dans une université de Nouvelle-Zélande. Je voudrais savoir si cette interprétation est bien juste.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cela explique la situation des écoles en ce moment. Le Conseil doit se souvenir qu'en Nouvelle-Zélande, les écoles, pour la plupart, ne prennent d'élèves que jusqu'à la classe V; un certificat d'études (school certificate) est donné à la fin de ce cycle d'enseignement. L'enseignement au niveau VI, qui est donné par des instituteurs meilleurs et qui fournit une éducation meilleure, est limité à des écoles spécialisées. Dans les écoles de village notamment, de nombreux élèves sont conduits jusqu'au niveau du certificat d'études; ensuite, ils reçoivent, sous la forme de bourses, une aide financière qui leur permet de se rendre dans les villes plus importantes où ils peuvent fréquenter les établissements d'enseignement pré-universitaire pendant un an.

C'est sur cette base qu'a été organisé le Collège du Samoa; cependant, l'augmentation du personnel de ce collège est envisagée; lorsque la fréquentation scolaire sera suffisante, l'enseignement y sera donné jusqu'au niveau VI.

Le Conseil doit également se souvenir - et la Mission de visite l'a signalé - que les autorités en matière d'enseignement estiment que les élèves pourront mieux profiter de l'enseignement universitaire s'ils peuvent être, durant leur année préuniversitaire, dans un milieu où l'anglais est uniquement parlé. Pour la plupart, les enfants au Samoa parlent le samoan chez eux; si l'anglais n'est pas leur principale langue et s'ils ne l'entendent pas constamment autour d'eux, il se peut qu'ils éprouvent des difficultés lorsqu'ils commenceront leurs études dans une université où l'anglais est la langue d'enseignement. C'est pourquoi il y a au Samoa une tendance à favoriser l'attribution de bourses permettant d'envoyer les enfants en Nouvelle-Zélande pour y faire leur année d'études préuniversitaires.

La séance, suspendue à 16 h. 15, est reprise à 16 h. 40.

M. MUFTI (Syrie) : Dans les domaines économique et social, la première des questions que je voudrais poser porte sur les New Zealand Reparation Estates et sur les dons accordés par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande au Territoire sous tutelle.

M. Mufti (Syrie)

A la page 34 du rapport annuel, il est dit que le total des dons gouvernementaux, pour l'année 1956, a été de 85.000 livres. Ces dons ont été prélevés, on le sait, sur les profits réalisés par les New Zealand Reparation Estates.

Cependant, à la page 35 du rapport, dans le tableau qui détaille les chapitres de dépenses auxquels ces dons ont été consacrés, on peut relever la somme totale de 114.785 livres. Enfin, à la page 122 du rapport, dans l'annexe IV relative au budget, nous trouvons, sous la rubrique "Grants from New Zealand Government", les trois sommes suivantes : 3.000 livres, 20.000 livres et 65.000 livres, dont le total est de 88.000 livres, et non pas de 85.000 livres comme cela est mentionné par le tableau précité.

Ma délégation se sent désorientée de trouver trois chiffres différents pour la somme représentant les dons faits par l'Autorité administrante au cours de l'année 1956; elle désirerait avoir l'explication d'une situation qui lui paraît anormale.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il m'est très difficile de répondre à cette question immédiatement. J'aurais besoin d'examiner ces chiffres. Je crois que les trois tableaux ne parlent pas exactement de la même chose mais il me faudrait quelques minutes pour étudier la question.

M. MUFTI (Syrie) : Je suis tout à fait disposé à attendre et je passe à ma deuxième question.

Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a souligné que la Nouvelle-Zélande n'a bénéficié, à aucun moment, des activités des New Zealand Reparation Estates et que les profits ont toujours été employés pour l'avancement économique et social du Samoa-Occidental. Ma délégation aimerait savoir quelle est l'origine ou quelles sont les sources des capitaux investis en Nouvelle-Zélande qui, d'après les renseignements fournis à la page 35 du rapport annuel, se sont élevés à 457.000 livres sterling en 1955 et à 262.000 livres sterling en 1956.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne comprends pas très bien la référence aux investissements. Les fonds provenant des New Zealand Reparation Estates se trouvent en Nouvelle-Zélande et sont utilisés selon les besoins du Territoire sous tutelle. Le solde final qui n'a pas encore été dépensé au 31 mars de cette année est actuellement transféré dans le Territoire. La pratique était que les New Zealand Reparation Estates transféraient leurs excédents en Nouvelle-Zélande. Ils y étaient placés dans un fonds spécial et n'étaient pas utilisés, de façon à être toujours disponibles pour être employés pour le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental ou pour y être envoyés. C'est la meilleure explication que je puisse donner parce que je ne comprends pas très bien la référence qui est faite aux investissements. Les fonds ne sont pas investis en Nouvelle-Zélande; ils y sont simplement laissés.

M. MUFTI (Syrie) : S'agit-il d'investissements faits par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande ou d'investissements faits par des compagnies ou sociétés qui exercent des activités dans le Territoire sous tutelle?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il ne s'agit pas de fonds privés. La déclaration relative aux excédents en monnaie ne concerne pas les excédents des New Zealand Reparation Estates, mais un surplus de recettes provenant de l'impôt sur le revenu, etc., par rapport aux dépenses. Ces excédents du Gouvernement du Samoa-Occidental ont été investis en Nouvelle-Zélande

M. Smith (Représentant spécial)

et y sont maintenus comme réserve pour être utilisés dans le cas où les dépenses encourues pendant une année donnée dépassent les recettes. Ce sont des fonds du Gouvernement du Samoa Occidental qui ont été investis par lui en Nouvelle-Zélande et non pas des fonds des New Zealand Reparation Estates.

M. MUFTI (Syrie) : Ma question suivante porte sur la page 36 du rapport annuel où un paragraphe est consacré aux pénalités pour évasion fiscale. Ma délégation voudrait savoir si les pénalités prévues dans l'ordonnance sur l'impôt sur le revenu de 1955 s'appliquent également aux sociétés et compagnies qui sont assujetties à cet impôt. Le paragraphe en question ne parle nullement de sociétés ou de compagnies.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'expression "persons", qui figure à la première ligne de ce paragraphe, comprend les compagnies. En effet, aux termes de la loi, une compagnie fonctionnant dans le Territoire est, aux fins d'imposition, considérée comme une personne et les pénalités dont il s'agit s'appliquent aussi bien aux compagnies qu'aux individus.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir quelle est la composition actuelle du Land Use Committee dont il est question à la page 38 du rapport.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Comité d'utilisation des sols a pour président le Haut-Commissaire. Il comprend les deux Fautuas, le membre de l'Assemblée législative chargé des questions foncières qui est un Samoan, deux représentants du Fono des Faipoulés, deux autres Samoans, trois fonctionnaires et trois planteurs locaux.

M. MUFTI (Syrie) : Est-ce que les trois fonctionnaires et les trois planteurs locaux sont des Européens ou des habitants autochtones?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les trois fonctionnaires sont des Européens. Sur les planteurs locaux, deux sont des métis samoans résidant dans le Territoire et le troisième est un Européen.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 132 du rapport annuel, aucun renseignement statistique n'est donné quant à la production industrielle dans le Territoire. Ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante compte fournir des renseignements de cette nature dans le prochain rapport annuel. Même s'ils portent sur une industrie à l'état embryonnaire, de tels renseignements, à notre avis, seraient nécessaires.

MG/SN

T/PV.831
- 53/55 -

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'Autorité administrante est toujours disposée à fournir tous les renseignements qu'on lui demande. Cependant, dans ce cas, il y a une difficulté importante en ce sens que nous n'avons pas pour habitude de fournir des renseignements détaillés concernant les industries qui ne comprennent qu'une ou deux entreprises car ce serait donner des renseignements confidentiels au sujet de celles-ci. Par ailleurs, s'il y a un nombre suffisant d'entreprises pour qu'il nous soit possible de fournir des chiffres généraux, nous le ferons certainement.

M. MUFTI (Syrie) : Les rapports des autres Autorités administrantes contiennent d'habitude des informations statistiques concernant les activités industrielles dans les Territoires sous tutelle. Je pense que cet usage pourrait être suivi en ce qui concerne le Territoire du Samoa-Occidental.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne peux rien ajouter à ce que je viens de dire. L'Autorité administrante est toujours disposée à fournir tous les renseignements possibles, mais elle doit respecter le caractère confidentiel des informations que lui communiquent les sociétés privées. C'est dans ces limites que les renseignements peuvent être donnés.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation n'est pas intéressée à connaître le chiffre d'affaires des industries qui ont des activités dans le Territoire. Nous voudrions seulement savoir quelles sont les industries qui existent au Samoa, quel est le nombre d'ouvriers employés par ces industries et quelles sont les principales activités industrielles dans le Territoire, en dehors des informations partielles qui sont fournies, pour cette année, dans le rapport.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Tout autre renseignement complémentaire qui serait à notre disposition sera communiqué au Conseil.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 133 du rapport, dans le paragraphe réservé aux services téléphoniques, nous avons remarqué l'existence d'une seule et unique station publique de téléphone dans le Territoire. Ma délégation voudrait savoir où se trouve cette station et si elle peut satisfaire aux besoins de tout le Territoire et de toute la population, qui s'élève à près de 100.000 habitants.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette station téléphonique publique est à Apia. Le réseau téléphonique ne s'étend pas très loin hors d'Apia mais il y a des stations de radio-téléphone dans de nombreuses localités du Territoire et la station est à la disposition des personnes qui désireraient téléphoner. Le service fourni d'une région à une autre est très suffisant eu égard aux besoins de la population.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait connaître le nombre des enfants salariés qui travaillent dans le Territoire. Elle voudrait savoir si le chiffre de 53.027 fourni à la page 137 du rapport, annexe XVII, relative au travail, a une relation quelconque avec cette question.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Non, la main-d'oeuvre enfantine n'est pas un facteur à prendre en considération dans le Territoire. Il ne s'agit pas d'enfants qui pourraient être employés dans des entreprises. Ils ne le sont pas, mais ils pourraient par exemple travailler dans des plantations familiales. Il n'y a pas de dispositions formelles, mais dans la famille samoane tout le monde travaille; mais il n'y a pas de système de travail des enfants en soi.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 138 du rapport, aucune information n'est donnée relativement aux gains réalisés par les travailleurs des plantations pour travaux supplémentaires. Ma délégation voudrait savoir si ces travailleurs sont payés pour les heures supplémentaires, et quel est le taux de leur rémunération pour de tels travaux.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans ce tableau de la page 138, on indique le taux des heures supplémentaires : 15 shillings pour les jours ouvrables et 20 shillings pour les jours non ouvrables, samedis et dimanches.

M. MUFTI (Syrie) : Le tableau auquel je me suis référé et qui se trouve à la page 138 ne contient aucune indication concernant les travailleurs des plantations.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'explication en est que les heures supplémentaires sont assez inhabituelles dans les plantations et c'est pourquoi il n'y a pas de dispositions spéciales prévues en l'occurrence.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 139, le rapport affirme que, pratiquement, le besoin de services de sécurité ou d'assistance sociale ne se fait pas sentir. Ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante compte prendre des mesures pour instituer et développer de tels services dans le Territoire, ou s'il s'agit bien là d'une déclaration politique en cette matière importante.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce n'est pas une déclaration politique, c'est une déclaration de fait. On peut l'interpréter de façons différentes. Par exemple, lorsqu'on dit qu'il n'y a pas de services sociaux, ce n'est pas tout à fait exact, à moins de donner à cette expression un sens extrêmement limité. Par exemple, les soins hospitaliers sont gratuits; les médicaments sont distribués gratuitement lorsque la population est soignée par le médecin assistant samoan. La scolarité est gratuite et il y a un certain nombre de personnes qui bénéficient d'indemnités charitables et de pensions; cette déclaration signifie que, d'une façon générale, étant donné la structure de la société samoane, tous les frais d'entretien, de maladie, etc., intervenant dans une famille, sont financés par la famille. C'est un point d'honneur pour les Samoans, à l'intérieur de leur propre organisation, auquel ils tiennent beaucoup. C'est un système efficace de sécurité sociale et ils en sont fiers. Ils disent, par conséquent, que la sécurité sociale au sens qu'on lui donne dans les pays de langue anglaise est inutile au Samoa.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 142 du rapport, dans le passage relatif à la tuberculose, nous constatons que 687 personnes atteintes de cette maladie ne sont pas hospitalisées, mais sont logées et soignées chez elles, et que la tuberculose pulmonaire est la forme la plus répandue dans le Territoire. Ma délégation voudrait savoir si la présence de ces malades dans leur propre maison, loin de toute surveillance médicale et de tous soins organisés, ne constitue pas un danger évident pour la santé des habitants du Territoire. Elle voudrait également savoir quelles sont les mesures prises ou à prendre par l'Autorité administrante pour remédier à cette situation anormale.

Elle voudrait savoir en outre pourquoi l'assistance de l'Organisation mondiale de la santé, dans ce domaine, a été reportée à l'année 1959 au lieu d'être mise en oeuvre immédiatement, pour faire face à cette situation alarmante.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Une importante proportion des tuberculeux sont soignés chez eux. Les médecins du Territoire pensent que, dans la plupart des cas, cela vaut mieux. Il est préférable, étant donné la situation sanitaire extrêmement satisfaisante des villages samoans, qu'ils soient soignés chez eux plutôt que d'être hospitalisés.

Cependant, si besoin est, on les hospitalise, mais il est inexact de dire que ces malades sont loin de toute assistance médicale : tous ces cas sont enregistrés, les médecins locaux et les médecins des hôpitaux se rendent chez ces malades et les examinent.

En ce qui concerne la dernière partie de la question, le Territoire a naturellement considéré l'ordre de priorité à donner pour ce qui est des différentes maladies. Ceci a été fait d'accord avec l'Organisation mondiale de la santé. On a demandé l'assistance de l'OMS mais je ne suis pas ici pour parler au nom de cette Organisation et pour dire si elle peut nous aider cette année ou l'année prochaine; mais en vertu du plan actuel, cette assistance nous serait fournie en 1959. Des travaux importants doivent être entrepris tout d'abord, mais les malades dont il s'agit sont soignés par des médecins, restent sous la surveillance médicale, et l'Autorité administrante a organisé un cours spécial de formation pour l'un des médecins locaux, qui descend d'un métis samoan, et tous ces malades sont donc placés sous la surveillance d'un spécialiste de la tuberculose.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 143 du rapport, l'Autorité administrante affirme que le nombre total des maisons construites d'après le modèle européen ne peut être obtenu. Ma délégation voudrait savoir pourquoi ce nombre ne peut être obtenu, étant donné que le recensement des maisons n'offre pas difficultés apparentes sur le plan pratique.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Lorsqu'on a déclaré dans le rapport qu'on ne pouvait obtenir ce chiffre, cela signifiait simplement qu'il n'existait pas de statistiques. Ce chiffre pourrait être obtenu, et si le Conseil le désire, il le sera pour l'année prochaine.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir quel est le nombre total de lits d'hôpital disponibles dans le Territoire à l'heure actuelle.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ces renseignements sont donnés à la page 140 du rapport - 250 lits à l'hôpital général, 140 dans les dispensaires; vient ensuite le nombre de lits pour chacun des villages, placés sous le contrôle du Comité féminin local. Le nombre total peut être obtenu en additionnant tous ces chiffres; il s'agit en gros d'environ 500 lits.

M. MUFTI (Syrie) : A la page 74 du rapport, il est dit que les lieux de travail et les conditions sanitaires dans ces lieux de travail sont assujettis à l'inspection des autorités sanitaires. Nous savons d'autre part que ces autorités ne disposent que de deux inspecteurs, l'inspecteur principal européen, et l'autre Samoan. Ma délégation voudrait savoir si ces deux inspecteurs sont en mesure de s'acquitter de leur tâche dans tout le Territoire et quels sont les moyens matériels particuliers dont ils disposent à cette fin.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Territoire n'est pas tellement grand; les transports sont fournis à ces fonctionnaires qui disposent d'une jeep pour voyager dans l'île et qui peuvent se rendre d'une île à l'autre par bateau. Je crois me souvenir qu'il y a deux inspecteurs samoans en plus de l'inspecteur européen.

M. MUFTI (Egypte) : Ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante compte prendre des mesures à l'avenir pour développer la production du lait dans le Territoire et en répandre la consommation.

Ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante ne considère pas que la consommation peu élevée de lait dans le Territoire par la population autochtone constitue une cause certaine de malnutrition, bien que l'existence de cette dernière soit déclarée, dans le rapport annuel, inexistante dans le Territoire, et bien que le Représentant spécial ait reconnu, par ailleurs, qu'il y avait une déficience en protéines dans l'alimentation autochtone.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Croire qu'il y a malnutrition lorsqu'on ne boit pas assez de lait, c'est, je crois, se fonder sur une base trop fragile. Nous avons eu la visite d'un spécialiste de la nutrition de l'OMS qui nous a assuré que la malnutrition n'existait pas dans le Territoire. Une infirmière de district européenne, assistée d'un personnel samoan, fait des tournées d'inspection dans le Territoire; elle est, en ce moment, accompagnée d'un médecin expérimenté; cette infirmière et son équipe donnent des conseils sur l'alimentation des enfants et recommande de boire du lait. Le fait est, pourtant, que les Samoans n'ont pas coutume de boire du lait, et si les Samoans ne veulent pas boire de lait et si son besoin ne se fait pas sentir lorsque les enfants passent la visite médicale, il n'y a rien que l'Autorité administrante puisse faire pour en répandre la consommation. Bien entendu, le service de l'agriculture donne des conseils en ce qui concerne l'élevage des vaches laitières et les Samoans ont tendance à avoir de plus en plus de bétail. Naturellement, les enfants boivent du lait de coco, qui est extrêmement nourrissant. Etant donné les possibilités d'alimentation des enfants, on ne voit aucune nécessité pour le moment de leur faire boire du lait complémentaire.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante n'est pas en mesure de prévoir un plan de distribution de lait dans les écoles par exemple, comme un début d'application de mesures plus étendues à l'avenir.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La gestion des écoles relève de l'Administration locale et non de l'Autorité administrante. S'il s'avère nécessaire d'élaborer un programme de distribution de lait dans les écoles, je suis certain que l'Administration locale le fera. Pour le moment, la production de lait frais n'est pas suffisante. Je crois que l'on pourrait arriver au résultat souhaité en distribuant du lait en poudre dans les districts où il n'y a pas de vaches laitières.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir quel est le pourcentage des cas de pian qui subsistent dans le Territoire après la campagne menée sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé. Peut-on dire que cette campagne systématique est terminée et qu'elle a été couronnée de succès ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette campagne n'est pas encore terminée. Le stade essentiel du traitement de la masse de la population et le deuxième stade de contrôle sont achevés. Le plan élaboré avec l'OMS prévoyait un contrôle qui se poursuivrait pendant quelque trois années, afin de couvrir tous les cas d'infection et de réinfection. Je crois comprendre que l'incidence de la maladie a baissé jusqu'à quatre ou cinq pour cent.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Voici ma première question : en août 1956, l'Assemblée législative du Samoa occidental a étudié les recommandations adoptées par le Conseil de tutelle à sa précédente session. Je voudrais demander au Représentant spécial quels sont les documents relatifs à l'examen de cette question par le Conseil de tutelle qui ont été mis à la disposition des membres de l'Assemblée législative. Leur a-t-on transmis les comptes rendus des séances du Conseil ? Leur a-t-on fait connaître les points de vue exprimés par les divers membres du Conseil en ce qui concerne la situation dans le Territoire ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est tout d'abord le rapport contenant les résolutions adoptées par le Conseil de tutelle au cours de sa dix-huitième session qui a été distribué. Tous les autres renseignements et les comptes rendus analytiques de toutes les déclarations étaient également disponibles, mais je pense qu'ils ne l'ont été cependant qu'un peu plus tard. Les communications postales sont assez lentes, et je crois me souvenir qu'à l'époque où le rapport a été discuté, c'est-à-dire au cours de la session du mois d'août, on ne disposait dans le Territoire que du rapport et des résolutions adoptées par le Conseil. J'ai moi-même fait un rapport oral complémentaire.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai bien compris la réponse du Représentant spécial, cette question a donc été discutée par l'Assemblée législative sans que ses membres disposent des comptes rendus des séances du Conseil ou d'autres documents exposant, par exemple, les commentaires individuels des membres du Conseil au sujet de la situation dans le Territoire.

La question se pose donc de savoir si, au moment de l'examen au sein de l'Assemblée législative, et avant l'adoption des recommandations, les membres de cette Assemblée connaissaient très exactement les débats du Conseil de tutelle sur ce problème.

Autre question : A la page 39 du rapport, on peut lire qu'aucun ressortissant de la Nouvelle-Zélande ou d'un autre pays n'a le droit de créer une entreprise ou de se livrer à des opérations commerciales sans une autorisation de l'Administration territoriale. Il est précisé que chaque cas est examiné par le Conseil de

tutelle. Cependant, au cours de la session du mois d'août de l'Assemblée législative, un membre de cette Assemblée, M. Gurau a déclaré que, sans consultation avec les représentants de la population et malgré de violentes protestations, le Haut-Commissaire avait approuvé une concession de terrain en faveur d'une société étrangère, ainsi que l'immatriculation de cette société, ce qui constituait une infraction à la politique en vigueur depuis de nombreuses années. M. Gurau a ajouté qu'à la suite de cette action du Haut-Commissaire, un télégramme de protestation signé par le Fautua, les membres du Conseil exécutif, les membres de l'Assemblée législative et le Foro des Faipoulés a été envoyé à Wellington, mais que cette protestation a été ignorée par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

Le Représentant spécial pourrait-il nous donner des précisions à ce sujet et nous expliquer la contradiction existant entre le passage que j'ai relevé à la page 39 du rapport et les déclarations faites en août 1956 par M. Gurau ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne le premier point soulevé par le représentant de l'Union soviétique, je préciserai que la discussion à l'Assemblée législative a eu lieu avant que tous les documents soient parvenus dans le Territoire. Les membres de l'Assemblée ont pu prendre connaissance de tous les documents qui étaient parvenus à l'époque. Plus tard, les autres documents leur ont été transmis.

En ce qui concerne la deuxième question, je crains que la déclaration de M. Gurau à l'Assemblée législative n'ait créé une certaine confusion dans l'esprit du représentant de l'Union soviétique. Les affirmations de M. Gurau ont été ensuite réfutées, ainsi que la délégation soviétique pourra s'en convaincre. M. Gurau avait déclaré qu'un télégramme avait été envoyé à Wellington. Ce télégramme fut transmis à l'époque par l'intermédiaire du Haut-Commissaire adjoint. M. Gurau prétendit que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande avait ignoré ce télégramme, ce qui était inexact, ainsi que l'apprit l'Assemblée. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande donna une réponse complète à ce sujet, et M. Gurau en avait une copie lorsqu'il a fait sa déclaration.

Dire que la société dont il est question était une société étrangère ne correspondait pas non plus à la réalité. La participation à cette société était avant tout locale et les baux furent accordés à des habitants du pays qui devinrent

membres de la société lorsqu'elle fut créée. L'enregistrement de cette société fut discuté par le Conseil exécutif au cours de nombreuses séances. Le Conseil s'opposa à cet enregistrement. La société fut finalement enregistrée car le gouvernement n'avait, du point de vue juridique, aucune raison de s'y opposer. Tous ces faits étaient connus des membres du Conseil législatif et furent mentionnés au cours du débat sur la motion dont a parlé le représentant de l'Union soviétique.

Plusieurs courants d'opinion se font jour dans le Territoire. L'un d'entre eux est fortement opposé à l'installation de sociétés étrangères. Un autre courant, tout aussi puissant - ou presque aussi puissant - est en faveur de l'introduction de capital étranger dans le Territoire. Il existe de nombreuses controverses entre ces deux groupes, comme ce ne peut qu'être le cas dans un aussi petit Territoire, et parfois la question vient devant l'Assemblée législative. Si l'on veut se faire une idée exacte de la situation, il faut évidemment écouter les deux sons de cloche.

Dans le cas évoqué par le représentant de l'Union soviétique, M. Gurau ne représentait qu'un son de cloche, et je suis bien obligé de dire que ses allégations étaient à plusieurs égards inexactes.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial pourrait-il nous indiquer quelle était la superficie des terres en question et quel était l'objet de la concession ?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il s'agissait d'une très petite superficie. Sur ce terrain, qui devait être morcelé en plusieurs petites parcelles individuelles, il était question de bâtir des magasins. Aucun de ces magasins ne devait occuper plus d'un quart d'acre ou plus d'une demi-acre. Il devait y avoir une dizaine ou une quinzaine de magasins. La tentative de s'opposer à ces baux était évidemment inspirée par le désir d'éviter la concurrence de nouveaux commerçants.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Voici une autre question : A la page 37 du rapport de l'Autorité administrante, il est dit qu'un nombre croissant de Samoans essaient d'obtenir des capitaux nécessaires pour se livrer à la culture dans des plantations, c'est-à-dire pour cultiver des superficies plus étendues que maintenant et utiliser des méthodes agricoles plus modernes.

Je voudrais, à cet égard, demander au Représentant spécial combien de Samoans se sont vus, au cours des deux ou trois dernières années, accorder les moyens nécessaires pour qu'ils puissent se livrer à la culture dans des plantations.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Lorsque le représentant de l'Union soviétique parle de sommes mises à la disposition des Samoans, il entend, j'imagine, des sommes fournies par l'Administration. Je ne me rappelle pas d'exemple où des prêts de ce genre aient été accordés par l'Administration. Les Samoans qui étendent leurs cultures ont eux-mêmes trouvés les capitaux nécessaires, soit en les tirant de leurs propres ressources, soit en empruntant à leurs familles.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais des indications plus précises. Le Représentant spécial nous dit que l'Administration n'a pas accordé de prêts; je voudrais savoir si les Samoans peuvent s'adresser ailleurs pour obtenir des prêts dans de bonnes conditions, afin d'avoir les capitaux nécessaires pour transformer leurs exploitations agricoles en exploitations modernes du type des plantations. Existe-t-il d'autres sources auxquelles les Samoans peuvent s'adresser lorsqu'ils veulent obtenir un prêt?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A ma connaissance, plusieurs Samoans ont emprunté de l'argent à des personnes résidant dans le Territoire, par exemple à des Européens. L'Administration vérifie ces prêts afin d'éviter que les Samoans ne contractent trop de dettes. Mais il y a certainement, dans le Territoire, de l'argent disponible pour des emprunts et les Samoans y recourent parfois.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais poser une autre question au sujet des terres; cette question concerne le "Samoa Amendment Act" d'octobre 1956, adopté par le Parlement de la Nouvelle-Zélande; cette loi a attribué certains pouvoirs à l'Assemblée législative en matière foncière. Je voudrais demander au Représentant spécial si, en vertu du Samoa Amendment Act, l'Assemblée législative peut actuellement promulguer des lois ou adopter des recommandations concernant les terres appartenant à des Européens ou à des personnes ayant le statut d'Européens.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui. Les seules terres au sujet desquelles l'Assemblée législative n'a aucune compétence pour légiférer sont celles qui appartiennent au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande. À ma connaissance, il n'en reste que deux exemples : le terrain de l'aéroport international et celui de l'Observatoire. Pour toutes les autres questions foncières, l'Assemblée législative locale est compétente.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelles sont les fonctions de l'Assemblée législative au sujet des questions foncières? Quel genre de lois l'Assemblée législative peut-elle adopter sur ces questions et sur les terres appartenant à des éléments européens de la population?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'administration locale tient un cadastre des terres; elle prescrit les conditions dans lesquelles les terres domaniales peuvent faire l'objet de baux. Je ne vois pas très bien à quel titre l'administration locale devrait s'occuper de terres appartenant à des Européens résidant dans le Territoire, si ce n'est pour ce qui concerne l'enregistrement des titres de propriété; d'autre part, les tribunaux locaux sont compétents pour se prononcer sur tout litige foncier.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe à une autre question. D'après les données dont nous disposons au sujet de la session de l'Assemblée législative qui se tiendra au mois d'août, il m'a semblé qu'un refus avait été opposé à une demande d'enquête sur les activités du Département des travaux publics. Je voudrais connaître la raison de ce refus. Certains membres du Conseil ont signalé que la demande avait été présentée à la fois par les Fautua, le Conseil exécutif et l'Assemblée législative. Je me demande les raisons de ce refus, d'autant plus que ce sont les organes du Territoire qui avaient demandé des éclaircissements sur les activités du Département des travaux publics.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si mes souvenirs sont exacts, il y a eu une requête en vue d'effectuer une enquête complète sur le fonctionnement du Département des travaux publics; l'Administration a accédé à cette demande; une commission spéciale d'enquête a été formée. Ensuite, un comité spécial de l'Assemblée législative a examiné le rapport de la commission d'enquête et fait des recommandations à ce sujet. Plus tard, à un moment où le Département des travaux publics était encore désorganisé, une demande d'enquête a été présentée en ce qui concerne certaines questions du personnel de

M. Smith (Représentant spécial)

ce département. Mais, à cette époque, le Haut-Commissaire estima que les questions concernant uniquement le personnel relevaient de la compétence du Commissaire aux services publics. Cette décision se fondait, d'autre part, sur l'idée qu'une enquête menée sur une large échelle entrave nécessairement la bonne marche du travail et même, dans la pratique, paralyse ce travail pendant quelque temps.

Le Haut-Commissaire jugea que la situation méritait d'être examinée par lui et qu'il était préférable de mettre ce Département, qui à l'époque était condamné à l'inaction, à même de pouvoir fonctionner. C'est pour ces raisons, si ma mémoire est bonne, que le Haut-Commissaire opposa un refus à la demande d'enquête concernant les questions de personnel.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dois-je comprendre que les organes territoriaux - le Conseil exécutif et l'Assemblée législative - n'ont ni le droit ni le pouvoir de procéder à une enquête sur les activités d'un service nouveau, et qu'en l'occurrence, ils ne possèdent pas la compétence leur permettant de procéder eux-mêmes à cette enquête?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les enquêtes de ce genre peuvent être menées, en tout temps, par le Comité des travaux publics de l'Assemblée législative. Je me souviens d'un cas où ce Comité a eu cette faculté mais a refusé de l'exercer; c'est alors que la Commission d'enquête a été créée.

Le Conseil exécutif n'est pas un organe qui peut effectuer une enquête comme celle-là; pour lui, la procédure normale consiste à recommander la désignation de personnes qualifiées chargées de mener l'enquête. En ce moment, si le Conseil exécutif en décidait ainsi, sa décision devrait être exécutée. Mais au moment où la requête fut présentée au Haut-Commissaire ce dernier jouissait du pouvoir discrétionnaire d'opposer un refus à cette demande. En outre, la requête n'était pas unanime; certainement, un nombre important de membres du Conseil exécutif et de l'Assemblée législative s'était prononcé en faveur de la présentation de cette requête; mais, en fait, ils ont été d'accord plus tard pour reconnaître que le Commissaire aux services publics pouvait très bien examiner les faits, que cette solution était satisfaisante et c'est pourquoi il fut procédé de cette manière.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe au domaine fiscal. Dans la partie du rapport et les tableaux en annexe qui concernent les questions fiscales, notamment les impôts sur les sociétés, il est dit que l'impôt est calculé d'après les bénéfices de la société qui sont sujets à l'impôt. Je voudrais connaître la méthode suivie pour calculer la partie du revenu sujette à l'impôt.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le revenu d'une compagnie qui est imposable est évidemment le revenu net, c'est-à-dire le revenu brut après déduction des dépenses encourues pour l'obtention de ce revenu. En termes ordinaires, il s'agit du bénéfice net de la compagnie qui est déclaré comme revenu imposable.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques (interprétation du russe) : Y a-t-il un organisme qui puisse vérifier quels sont les revenus des sociétés afin de déterminer si telle ou telle d'entre elles a fourni des renseignements exacts quant à ses revenus aux fins d'imposition?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y a un commissaire aux impôts qui dispose d'un personnel réduit d'inspecteurs. Ceux-ci ont pour tâche d'examiner toutes les déclarations présentées par les compagnies ou par quiconque; ils procèdent également à des inspections régulières et à des vérifications de comptes pour s'assurer que les déclarations sont exactes.

Sir Leslie MUNRO (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais ajouter que, si ces fonctionnaires s'acquittent de leurs fonctions aussi bien au Samoa-Occidental qu'ils le font en Nouvelle-Zélande, les déductions aux fins d'exemptions sont surveillées de très près.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A ce propos, le Représentant spécial pourrait-il nous indiquer quel a été le montant général des revenus des sociétés travaillant dans le Territoire et qui ont payé un impôt pour l'année 1956?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est un chiffre dont je ne dispose malheureusement pas. Ces renseignements ne sont pas nécessairement rendus publics. Ils sont mis à la disposition du commissaire aux impôts qui a pour responsabilité de veiller à ce que le montant intégral soit imposé. Je puis assurer le représentant de l'Union soviétique qu'il s'acquitte fort bien de ses fonctions.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas très bien compris la réponse du Représentant spécial. Est-ce qu'il s'agit d'un chiffre secret - j'entends le montant total des revenus ou des bénéfices soumis à impôt - ou est-ce que le Représentant spécial, tout simplement, ne dispose pas de ce chiffre pour le moment et est-ce qu'il pourra nous fournir le renseignement à une date ultérieure?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Union soviétique de me donner l'occasion de préciser ma réponse. Le chiffre n'est certainement pas secret; mais je ne l'ai pas ici et j'essaierai de l'obtenir.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais poser une question concernant l'activité de la nouvelle société des biens ex-ennemis. L'Assemblée législative a-t-elle un droit de contrôle sur l'activité de cette société?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette société doit être un organe indépendant. Bien entendu, le Conseil exécutif recommande sa composition et doit tenir compte, quant à la politique à suivre, des directives données par le Conseil exécutif. Les membres de ce Conseil sont également membres de l'Assemblée législative. Cette dernière n'a aucune possibilité d'intervenir quant à la gestion de cette entreprise. Les directeurs sont nommés avec la responsabilité précise de gérer les biens dans l'intérêt du Samoa-Occidental. Il n'y a pas de division de cette responsabilité : elle est entièrement celle des directeurs et il n'y a pas d'intervention de l'Assemblée législative.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai oublié - je m'en excuse - de poser une question afférente aux finances. Le Représentant spécial nous a dit qu'il y a un contrôle des bénéfices des sociétés qui travaillent dans le Territoire. Je voudrais attirer son attention sur la page 40 du rapport de l'Autorité administrante où il est dit que certaines sociétés n'ont pas de comptabilité distincte pour celles de leurs opérations qui sont effectuées au Samoa-Occidental. Dans ces conditions, n'est-il pas difficile d'établir quel est le montant réel des bénéfices d'une compagnie résultant des opérations auxquelles elle se livre au Samoa-Occidental?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il ne s'agit pas ici de revenus, mais d'investissements de capitaux. Il n'y a pas de bilan distinct, mais cela n'empêche pas d'établir une déclaration des profits et pertes et c'est sur cette base que l'impôt est fixé et non pas sur les investissements

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je crois qu'il y a un lien direct entre les investissements que fait une société et les bénéfices qu'elle en tire et qui sont soumis à l'impôt.

Je voudrais poser une autre question dans le même ordre d'idées. Etant donné qu'il n'y a pas de comptabilité des investissements faits dans le Territoire, y a-t-il un contrôle sur les importations et exportations de capitaux ou existe-t-il un règlement à ce sujet?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a pas de règlement spécial portant sur les importations et les exportations de capitaux. La politique est de ne pas encourager et même de restreindre l'établissement de nouvelles entreprises avec de nouveaux capitaux; mais il n'y a pas de restrictions portant sur le transfert de capitaux d'entreprises dûment établies déjà dans le Territoire.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe maintenant aux questions afférentes à la main-d'oeuvre. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a parlé de la création de Conseils des salaires. Ces Conseils seraient composés d'un nombre égal de représentants des travailleurs et de représentants des employeurs. Ils auraient pour tâche de fixer le montant des salaires, le nombre d'heures de travail, les jours de congé, etc. Le Représentant spécial peut-il nous dire dans quelle mesure la création de ces conseils limite le droit des travailleurs d'exiger des augmentations de salaire. Est-ce que les ouvriers, par exemple, ont le droit de faire grève pour obtenir des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail? Ont-ils le droit de ne pas accepter les décisions de ces Conseils?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Bien entendu, le premier de ces conseils n'a pas encore été créé; ils sont cependant destinés à régler par accord tous les différends industriels. Ils ne confèrent ni ne retirent le droit de grève, mais ce sont des conseils destinés à régler toutes les difficultés qui pourraient surgir, et à les régler par voie de conciliation afin de rendre inutile toute action plus radicale de la part des travailleurs. Leur existence même devrait supprimer le recours à la grève, mais il n'y a en fait aucune restriction au droit de grève.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Supposons que des travailleurs ne soient pas d'accord avec les décisions de ces conseils : ont-ils le droit de faire la grève ou non? Est-ce que la décision prise par le conseil des salaires a un caractère obligatoire pour les travailleurs, auquel cas la grève serait considérée comme illégitime?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le droit de grève ne peut être affecté par les décisions des conseils. Ceux-ci sont destinés à permettre un accord, mais leurs décisions n'ont pas caractère obligatoire.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Comme dans le passé, l'Autorité administrante nous dit dans ce rapport que la tendance des ouvriers qualifiés et semi-qualifiés à quitter le Territoire pour aller travailler en Nouvelle-Zélande est notable. Un peu plus loin, l'Autorité administrante nous parle des mesures qu'elle a prises pour assurer la formation d'un personnel qualifié. Le Représentant spécial pourrait-il nous préciser pourquoi ce processus d'émigration se poursuit? Ce n'est pas en effet la première année que l'Autorité administrante nous en parle. Pourquoi les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés se voient-ils dans l'obligation de quitter le Territoire et le font-ils effectivement, pour aller travailler en Nouvelle-Zélande? Cette question a-t-elle été étudiée par l'Autorité administrante? A-t-on pu déterminer quelles étaient les causes de ce phénomène et, si oui, quelles ont été les mesures prises pour donner à ces travailleurs la possibilité de bénéficier des conditions d'emploi et de salaires qu'ils désirent obtenir sur place, dans le Territoire même?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai abordé ce problème, en réponse à une question qui m'a été posée hier. Il convient peut-être de souligner une fois de plus qu'il y a une certaine confusion entre les termes "ouvriers qualifiés" et "commerçants qualifiés" ou "professionnels qualifiés". Le plan de formation est destiné à former du personnel qualifié dans certains métiers : charpentier, mécanicien, plombier, etc. Les jeunes gens qui quittent le Territoire sont plutôt des travailleurs expérimentés.

L'Autorité administrante a recherché les raisons pour lesquelles ces jeunes hommes quittent le Territoire et, dans la plupart des cas, la réponse a été qu'ils désiraient connaître un peu le monde et acquérir davantage d'expérience. Il n'y a aucune restriction à leur départ du Territoire : s'ils veulent se rendre en Nouvelle-Zélande, ils peuvent le faire; mais rien ne les empêche de travailler dans le Territoire s'ils ne veulent pas le quitter. Après tout, il s'agit de Polynésiens qui, par tradition et depuis des siècles, passent d'une île à l'autre. Ils désirent toujours le faire, et rien ne les en empêche. La plupart d'entre eux d'ailleurs reviennent dans leur ville ou leur village d'origine après un certain temps. Mais leur désir de quitter le Territoire n'est pas dû aux conditions de travail dans le Territoire même.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétique) (interprétation du russe) : Je serais tout à fait satisfait de la réponse du Représentant spécial si ma question portait sur le tourisme et non sur des travailleurs qualifiés ou semi-qualifiés. Il semble qu'il soit de l'intérêt, pour le développement du Territoire, que les Samoans qui sont des ouvriers qualifiés ou qui suivent des cours de formation professionnelle, restent sur place et contribuent au développement économique du Territoire.

J'ai encore deux questions à poser dans le domaine de l'enseignement. On a déjà parlé de l'une de ces questions et, notamment, le Représentant spécial nous a indiqué que l'Autorité administrante compte introduire à l'Assemblée générale de 1957 une législation portant sur l'institution de l'enseignement universel. Je voudrais obtenir quelques précisions sur ce point.

Le Représentant spécial pourrait-il nous dire quand, suivant cette recommandation, l'enseignement universel serait institué. Sera-t-il obligatoire et gratuit? La question comprend donc trois parties : à quelle date cet enseignement sera-t-il institué; sera-t-il obligatoire; sera-t-il gratuit?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'espère qu'il sera possible, comme je l'ai dit, d'adopter cette loi cette année; je n'en suis pas certain car il s'agit d'une législation importante touchant à tous les aspects de l'enseignement et spécialement à l'enseignement obligatoire.

La politique de l'Autorité administrante a été depuis longtemps de fournir des écoles à toute la population. C'est une chose difficile car la proportion d'enfants dans la communauté samoane est extrêmement élevée. Il est difficile de répondre à l'augmentation de la population infantine par l'augmentation du nombre des écoles. La loi doit instaurer l'enseignement obligatoire district par district, au fur et à mesure que les services seront disponibles. Il est difficile de l'instaurer à la fois dans tout le Territoire, alors qu'il peut y avoir un ou deux districts n'ayant pas encore les services nécessaires.

L'Administration ne perçoit aucun droit pour l'enseignement et continuera d'agir de la sorte. A la question de savoir si l'enseignement est entièrement gratuit, je dois répondre que dans les écoles de missions, auxquelles beaucoup de parents préfèrent envoyer leurs enfants, il y a certains frais à payer. Il y a aussi des frais légers dans certaines écoles du gouvernement. Ces frais sont fixés non pas par le gouvernement mais par une décision locale; ces sommes sont versées à un fonds spécial destiné à améliorer les installations scolaires. Chaque école a son conseil scolaire où les enfants sont représentés. Je voudrais préciser ce point, car les frais en question ne sont pas perçus par le gouvernement et les fonds ne sont pas versés aux caisses gouvernementales, mais il y a maintenant une petite somme perçue, à la requête des habitants, dans plusieurs des écoles que l'on appelle écoles gouvernementales.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris ce qu'a dit le Représentant spécial, la législation qui sera présentée ou qui est peut-être déjà présentée à l'examen de l'Assemblée législative, ne prévoit pas un délai fixé pour l'institution de l'enseignement primaire universel. De même, cette législation ne prévoit pas

la gratuité de l'enseignement. On prévoit que l'enseignement sera obligatoire, qu'il le deviendra progressivement, mais on ne dit pas qu'il sera gratuit. Je voulais simplement tirer cette conclusion de la déclaration du Représentant spécial.

Une dernière question : le Représentant spécial, dans sa déclaration liminaire, nous a dit qu'il y avait maintenant des possibilités suffisantes pour répondre aux besoins dans l'enseignement secondaire et que l'on se proposait d'augmenter le nombre des bourses d'études, afin d'envoyer un plus grand nombre d'élèves dans les écoles secondaires de Nouvelle-Zélande. D'autres membres du Conseil ont déjà posé des questions sur ce point et il est apparu que jusqu'à présent, il n'existe pas dans le Territoire un établissement d'enseignement secondaire dispensant un enseignement du second degré complet, suffisant pour permettre à l'élève qui achève ses études d'accéder à l'enseignement supérieur, bien que le Conseil de tutelle ait fait une recommandation dans ce sens lorsqu'il a, à sa précédente session, examiné la situation dans le Territoire.

Etant donné que les ressources sont maintenant suffisantes, peut-on nous dire quel est le nombre d'enfants qui ont actuellement la possibilité de recevoir un enseignement secondaire dans le Territoire? En d'autres termes, combien y a-t-il actuellement d'enfants qui peuvent suivre des cours secondaires dans des établissements du second degré dans le Territoire?

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais d'abord préciser un point qui n'était pas apparu très clairement dans ma réponse précédente. Lorsque l'on dit que la loi prévue ne comporte pas l'enseignement obligatoire dans tous les districts, Je dois expliquer que c'est une question qui sera traitée par des lois complémentaires qui sont mentionnées dans le projet de loi actuellement à l'étude.

Pour ce qui est de l'enseignement gratuit, j'ai dit que l'Administration ne percevait aucun frais et continuerait d'agir ainsi. Cela est prévu dans le projet de loi; mais le fait que la population locale pourrait percevoir certains frais à des fins scolaires ne figure pas dans la législation.

Quant à la seconde question, l'on a parlé des services d'enseignement locaux et du fait qu'ils ne vont pas jusqu'au niveau permettant d'entrer à l'université. L'Administration accepte la responsabilité de fournir l'enseignement, mais pas nécessairement de fournir cet enseignement à Samoa, lorsqu'elle juge préférable, dans l'intérêt même des enfants, de leur donner la dernière année d'enseignement préuniversitaire en Nouvelle-Zélande.

En ce qui concerne les installations de services d'enseignement secondaire - je ne parle pas des écoles de mission professionnelles - le Collège de Samoa n'a pas encore été amené à utiliser complètement ses possibilités. Pour le moment, il peut accepter 300 enfants. Lorsque les dortoirs seront construits, ce qui sera fait au début de l'année prochaine, il pourra recevoir plus de 500 enfants.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Qu'il me suffise d'indiquer que ce chiffre doit être comparé au chiffre de 100.000, ou près de 100.000, qui représente la population du Territoire, et que c'est sur cette base que l'on doit se fonder pour déterminer si les possibilités en ce qui concerne l'enseignement secondaire sont suffisantes ou non.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Me serait-il possible de répondre à certaines questions qui ont été posées hier et auxquelles je n'ai pas pu répondre au moment même?

Le représentant de la France m'a demandé ce qu'étaient les deux sociétés de coopérative de service. Ces deux sociétés ont été établies afin de répondre aux besoins des organisations de détail. L'une est une organisation d'achats en gros qui dessert les sociétés coopératives de détail. L'autre est également une organisation

d'achat en gros. C'est une organisation de détaillants, qui se sont organisés en coopérative afin de faire leurs achats sur une base de gros.

Le représentant de la Syrie m'a demandé certaines renseignements au sujet de l'autorité du Haut-Commissaire à la suite des changements administratifs qui ont eu lieu l'année dernière. Malheureusement, je n'avais pas très bien compris ce que me demandait à ce moment là le représentant de la Syrie, mais nous en avons parlé pendant la suspension de séance, et je crois avoir pu lui donner satisfaction. Je voudrais cependant donner ces renseignements au Conseil. La meilleure façon de le faire est d'en référer à l'article 5 du Samoan Amendment Act de 1956. D'après cet article, le Haut-Commissaire doit consulter le Conseil exécutif sur toutes les questions, sauf certaines catégories de questions qui, comme les membres du Conseil de tutelle le savent, sont réservées.

La question posée par le représentant de la Syrie portait sur toute liberté d'agir que pourrait avoir le Haut-Commissaire. La réponse à cette question se trouve à l'alinéa 2 de cet article. Je cite :

(Interprétation de séance)

"Le Haut-Commissaire agira conformément à l'avis du Conseil exécutif sur toute question qu'il est, en vertu de cet article, obligé de porter à l'attention du Conseil exécutif."

Donc, dans la plupart des questions, le Haut-Commissaire est obligé maintenant de consulter le Conseil et, après avoir reçu l'avis du Conseil, il doit agir conformément à celui-ci. C'est la question sur laquelle nous n'étions pas tout à fait clairs hier.

Une autre question posée par le représentant de la Syrie portait sur les décisions de réserve. Comme les membres du Conseil s'en souviendront, il s'agit de lois établies par le Parlement de la Nouvelle-Zélande à propos du Samoa, et au sujet desquelles l'Assemblée législative du Samoa a des pouvoirs restreints. Elle n'est pas empêchée d'adopter des lois à ce propos, mais elle ne peut pas adopter de lois qui soient contraires à la loi fondamentale de la Nouvelle-Zélande en la matière. Ces questions sont celles qui relèvent de la loi sur le Samoa de 1921 - et je pourrais en mentionner les articles 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 13. Ces articles concernent l'établissement du Gouvernement exécutif, du Gouvernement législatif, du Tribunal suprême, la juridiction de la Cour suprême de Samoa, la procédure criminelle et la loi relative aux preuves, les litiges relatifs à la Couronne, les questions foncières et la question des spiritueux.

Une autre question posée par le représentant de l'Union soviétique était la suivante : Quelles étaient les lois adoptées à la deuxième session l'année dernière? J'ai examiné les comptes rendus de cette session et j'ai constaté qu'il n'y a eu, en fait, que deux lois adoptées: un Appropriation Act pour ouvrir les crédits nécessaires aux dépenses du gouvernement pour cette année, et ce que l'on appelait un Ordinance Amendment Act, qui prévoyait certaines modifications à la loi relative à l'impôt sur le revenu, le paiement de frais relatifs à certaines affaires portées devant les tribunaux, et qui permettait de donner au service de l'agriculture des pouvoirs additionnels en ce qui concerne les maladies des plantes. Cette année l'Assemblée a discuté beaucoup d'autres questions, mais ce sont là les deux seules questions qui ont fait l'objet de lois proprement dites.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil se réunira demain après-midi à 14 heures 30.

La séance est levée à 18 heures.